

l'Unité

hebdomadaire de la ligue communiste



« nous le garderons »

déclaration de
françois mitterrand

2

La Ligue Communiste dans la bataille des législatives
Emprunt Krivine, 0 %. Premier objectif de la souscription : 50 000 F le 31 janvier !
« Rouge » : encore 4 000 F d'amende
« Ligue » : encore 2 000 F d'amende
« Quatrième Internationale » : encore un dirigeant interdit de séjour.

4

Notes politiques
Après la convention nationale du Parti Socialiste
La vraie nature de François

5

L'extrême-gauche face aux élections législatives
AJS : Ah, si y'avait pas les radicaux !
Front populaire et union de la gauche

6

Le bilan « social » du gouvernement
Tout va bien

7

8

Armée
Larzac : avec les paysans contre le camp de guerre civile
Appel du Front des Marins Révolutionnaires

9

Balzac : Les militaires se terrent
La bourgeoisie a armé Tramoni, elle en arme d'autres, autodéfense ouvrière !

10

CFDT la période des cent fleurs est finie

11

12

LUTTES OUVRIERES FOS une grève par semaine
FCS : une grève par semaine
Honeywell-Bull : 4ème semaine de grève
Banques : l'union de la gauche et les luttes
A chacun son masque à gaz

13

Changer la vie
Apprenons à faire l'amour
Affaire Mercier : outrage à la pudeur ou outrage aux enseignants
Avortement : le procès d'une loi

15

Notes internationales
URSS : à quand le procès de Piotr Lakir ?
Argentine : grève de la faim des prisonniers politiques
Egypte : Les étudiants contre le républicain de Sadate
Franco-Marcellin : jusqu'où iront-ils ?

16

Golda Meïr à Paris, Hamchari assassiné :
l'assassin vient sur les lieux de son crime
Nouveau plan de terreur blanche en Israël :
déclaration de l'OJI (Matzpen)

17

Qu'est-ce que Matzpen ?
De l'Algérie à Israël : de la suite dans les idées

18

Indochine
Le 20 janvier tous à l'ambassade US
Appel de plus de 200 personnalités
Communiqué de 10 organisations

19

20

Non assistance à un peuple en danger de mort

L'essentiel est ailleurs

La bataille de la Marne ! C'est la comparaison qu'a faite l'ineffable Habib-Deloncle pour parler de la « contre-offensive » de la majorité. La presse, lui emboîtant le pas, a tôt fait de décerner le bâton de maréchal à l'ex-légionnaire qui fait figure de premier ministre. Trois jours avant le discours de Messmer, « on » savait déjà : ce serait un discours important. « Un bilan écrasant », titrait « Le Parisien », le lendemain de la réunion gaulliste. Les travailleurs pensent la même chose : salaires et pouvoir d'achat sont écrasés. C'est un fait. Ecrasantes les cadences et les conditions de vie. C'est vrai également (voir le bilan social du régime dans ce numéro).

Et les perspectives ? Messmer a avancé un catalogue de mesures : la retraite à soixante ans, qualifiée il y a six mois encore de démagogique est proposée pour 1978. D'ici là... Le droit de vote à dix-neuf ans. Pourquoi dix-neuf ? « C'est beaucoup plus que dix-huit », répond Messmer à Europe 1. En effet.

Peut-être serait-il indiscret de demander au pouvoir pourquoi il a attendu quinze ans avant de se soucier de « faire du social » ? Une chose est sûre. Si la majorité propose un programme pareil, les profits se portent bien. La conjoncture économique permet au pouvoir du capital de distribuer plus généreusement les miettes de l'expansion. Le patronat peut payer plus cher la paix sociale car il en a actuellement les moyens. Dans une telle situation les risques d'intégration de la classe ouvrière ne sont pas négligeables.

Une pâle copie

La majorité, ces dernières semaines, avait répliqué à l'offensive de l'Union de la Gauche en agitant le péril rouge. Elle n'y a pas renoncé d'ailleurs. Face à Mitterrand, mercredi dernier, Sanguinetti a encore parlé le plus sérieusement du monde, des chars russes fonçant sur cet objectif stratégique que sont les côtes de la Manche ! Mais deux mois encore à discourir d'autostop, de lapin et de cobra, de faucille et de rose, cela risquait de faire un peu long et de tourner court. Dans cette campagne électorale, le creux gaulliste résonnait singulièrement. A Provins, Messmer a donc sorti de son chapeau un programme qui n'a vu le jour qu'à cause du programme commun et de la poussée de la gauche. Mitterrand a même jugé que le programme de la majorité était une pâle copie du programme commun. C'est ramener ce dernier à sa juste mesure. Car une copie, même pâle — c'est une question d'éclairage —, ressemble à son modèle.

Le discours du muet

La droite jubile. Ce coup-là, c'est parti. Avec son programme, la majorité va lancer une offensive-éclair, qui culbute la gauche au-delà de ses positions de départ. Et d'attendre la suite, c'est-à-dire la conférence de presse de Pompidou. « Il était en pleine forme », nous dit « Le Parisien ».

Le prince a convoqué les journalistes, et l'opinion pour dire qu'il n'avait rien à dire, que tout avait déjà été dit, et que de toutes façons, s'il avait quelque chose à dire, il ne le dirait pas. N'oublions pas les silences. Il paraîtrait que c'est l'essentiel. « Ça » fait partie de la stratégie élyséenne : Faire baisser les enchères, prendre du recul... dramatiser. Voilà la politique bourgeoise. Mais c'est aussi la réalité du pouvoir gaulliste. Tous les sept ans, on invite le bon peuple à envoyer à l'Elysée, un président qui n'a de compte à rendre à personne. C'est ça la démocratie bourgeoise.

Quand Pompidou dit qu'il respectera la constitution, cela signifie très clairement qu'il fera ce qu'il voudra. Car la constitution lui en donne les moyens.

Les illusionnistes

Ceux qui se proposent de « changer de cap » et la vie par la même occasion sans s'attaquer à ce pouvoir-là et à cette constitution-là sont des illusionnistes. « On gardera Pompidou ». Et le capitalisme avec. Mitterrand joue le charme rassurant. Les communistes au gouvernement ? C'est De Gaulle qui les a appelés le premier. D'ailleurs ils sont gentiment partis quand on le leur a demandé. Le programme commun, une révolution ? Allons donc, « il ne faut rien connaître aux communistes pour croire un seul instant qu'ils veulent la révolution », rétorque ce connaisseur à Sanguinetti. Les nationalisations ? Elles ont été faites depuis cinquante par des gouvernements conservateurs, sauf à la Libération où c'est De Gaulle qui les a mises en train. De toutes façons, il y a neuf nationalisations prévues dans le programme commun, ajoute Mitterrand. Un point, c'est tout. Le reste restera privé. Patrons, dormez en paix. Tandis que la majorité qui se voulait le parti de l'ordre se découvre des velléités de changement, le Parti Socialiste qui prônait le changement, garantit l'ordre. Avec tous les anciens ministres de l'Intérieur « socialistes », on peut être tranquille. Messmer lance ses filets vers l'électorat de gauche. Mitterrand cherche à mordre sur la droite. Mitterrand rassure. Mitterrand apaise les inquiétudes, « on restera fidèle à nos amitiés de toujours. Nous n'abandonnons pas l'Occident ». Voilà qui ne fera pas rougir (de honte) les compères de cette amicale anti-communiste qui a nom « Internationale Socialiste ».

Aux travailleurs, militants communistes, nous demandons : croyez-vous vraiment que c'est avec ce Parti Socialiste et son apprenti bonaparte que vous irez au socialisme, en respectant les institutions de la Vème République ?

Le choix n'est pas entre un Messmer qui ne pense pas ce qu'il dit et un Mitterrand qui ne dit pas ce qu'il pense. Le passage au socialisme ne pourra s'opérer sans la destruction de l'Etat fort mis en place depuis quinze ans par un coup militaire.

Le socialisme ne pourra se construire que contre les semeurs d'illusions électorales, qui ne sont finalement que des tenants de l'ordre établi.

Là est l'essentiel.

Arthur COLT

Souscription

EMPRUNT KRIVINE



Pour soutenir notre souscription, nous avons édité plusieurs carnets de cinq cartes postales (illustrées par des camarades de Charlie-Hebdo) sur des thèmes touchant à la campagne de la Ligue Communiste. Ces cartes de soutien sont vendues chacune 2 F minimum. Les deux premières (ci-dessus et ci-dessous) illustrent le thème de notre « emprunt Krivine » à 0 %... (Pour se les procurer, demander aux militants ou s'adresser à Rouge : le carnet coûte 10 F.)

EMPRUNT KRIVINE



premier objectif: 50 000 fr. le 31 janvier

Dans le dernier numéro de « Rouge », nous publions l'appel du Comité Central « Objectif 400 000 F ». Comme nous l'écrivions, pour le paiement des affiches, des professions de foi, de la propagande « officielle » et de la nôtre, pour le versement des cautions (1 000 F par candidat, donc plus de 100 000 F au total) pour les tracts, les numéros spéciaux de nos journaux, pour le coût des voyages pendant la campagne, pour la location des salles (à titre d'exemple le Palais des Sports ne coûte pas moins de 20 000 F) pour faire entendre — et encore modestement à côté des grands matraquages UDR, réformateurs — la voix des révolutionnaires, il faut de grosses sommes d'argent.

Pour aider au maximum les candidats ouvriers présentés sur nos listes (les « congés » qu'il est possible légalement d'obtenir pour mener campagne sont des congés de 20 jours sans solde) il faut encore de l'argent.

Pour faire face aussi aux procès et aux amendes qui en découlent (ils sont nombreux ceux que nous intentons Marcellin en cette période) et parce qu'il n'y a pas de trêve électorale pour ceux qui veulent faire taire les révolutionnaires par tous les moyens, il nous faut beaucoup d'argent (par exemple, 4 000 F d'amende au procès de notre camarade Michaloux).

Nous publions ci-dessous les premiers dons qui nous sont parvenus et dont le total avoisine 5 000 F. C'est encore très loin du premier objectif fixé pour le 31 janvier à 50 000 F.

Militants, sympathisants, lecteurs, hâtez-vous de nous faire parvenir votre contribution, même minime, à la campagne des révolutionnaires !

Chèques bancaires : à l'ordre de Françoise Filoche.

Chèques postaux : 24 786 41. Dominique Mehl, Paris.

Envoyez les chèques à : Ligue Communiste, Campagne « Législatives », 10, Impasse Guéméné. Paris-IV.

Maryvonne S., Fontainebleau	50,00	W.B. Paris	10,00
Roland R., Paris	150,00	Serge H., Epinay/Seine	50,00
Jean-Claude F., Paris	50,00	Anonyme	100,00
Anonyme	50,00	Valentine D., Asnières	50,00
Jacques D., St Vincent Tyrosse	100,00	Dominique S., Agen	100,00
R., médecin, Paris	1 500,00	TOTAL	4 710,00
XXX Paris	2 500,00		

rouge : encore 2 000 fr d'amende

Lille, mercredi 3 janvier. Devant les tapisseries modernes du très luxueux et nouveau Palais de Justice, Monsieur le Président du Tribunal Correctionnel de Lille rend sa justice. Après avoir écouté le vibrant plaidoyer d'un avocat lillois qui réclame pour sa cliente en vision plusieurs millions de dédommagement et contre la bande de jeunes (tous chômeurs) qui a cambriolé sa villa, de lourdes peines de prison « afin de protéger la société et la propriété », Monsieur le Président décerne à la ronde les sursis et la prison ferme tout en sermonnant cette jeunesse « dévoyée ».

Affaire suivante : la Ligue Communiste a distribué l'an dernier un tract à la population lilloise. La CGIT, compagnie privée qui gère les transports de Lille, en augmentant régulièrement les tarifs, en imposant des conditions de travail qui mettent en danger la sécurité même des voyageurs, était nommée dans ce tract. M. le PDG de la CGIT s'est estimé diffamé par deux lignes du tract — qui expliquaient justement les mauvaises conditions de sécurité pour les usagers — réclame dommages et intérêts contre notre

camarade Charles Michaloux, directeur de Rouge.

La CGIT, partie civile dans ce procès, est bien défendue : son avocat commence sa plaidoirie par une réflexion fortement teintée d'antisémitisme à l'égard de notre camarade, ce qui lui vaudra la désapprobation du Procureur et une verte réponse du défenseur de Charles Michaloux, maître Antoine Comte.

La CGIT, entreprise dont les bénéfices — est-il bon de le rappeler — proviennent d'un service public utilisé en majeure partie par les travailleurs de l'agglomération, a la respectabilité ombrageuse : il y a quelques temps, racontait un spectateur au procès, la CGIT intenta un procès pour fraude à une vieille dame aveugle qui avait utilisé un ticket poinçonné en montant dans un bus. Et la CGIT gagna !

Cette fois encore ils devaient s'illustrer. Après la plaidoirie de maître Comte, notre défenseur, qui montra, citations d'un arrêt de la Cour de Cassation à l'appui, que l'information des usagers des services publics ne pouvait être considérée comme une tolérance, mais devait constituer un droit absolu de la presse, le tribunal délibéra (rapidement). Résultat : 2 000 F d'amende pour « diffamation » et la publication du jugement aux frais de Rouge dans les journaux choisis par M. le PDG de la CGIT, jusqu'à

concurrence de 2 000 F : 4 000 f donc en tout ; 2 000 F la ligne.

C'est là l'une des plus fortes peines qui aient jamais frappé notre journal. Les trop fortes susceptibilités de la bourgeoisie lilloise bien malmenée ces temps-ci, y sont sans doute pour quelque chose.

Elle devra pourtant subir encore bien des affronts, puisque notre camarade Michaloux a fait appel de ce jugement scandaleux et que le prochain procès verra la CGIT, ses confrères et compères à nouveau mis sur la sellette.

Correspondant

ligue : encore 4 000 fr d'amende

Le tribunal de la XVIème Chambre Correctionnelle vient de rendre son jugement : nos deux camarades sont déclarés coupables d'infraction à la loi anti-casseurs (article 314) et condamnés à 1000 F d'amende chacun pour leur participation à la manifestation devant le consulat américain. Le tribunal a rejeté les conclusions de la défense qui avançait que l'accusation n'avait pas su faire la démonstration du caractère intentionnel des dégâts commis ce jour là, mais a reconnu les circonstances atténuantes.

La relative légèreté des peines n'enlève rien au précédent ainsi créé : c'est la première fois que des dirigeants d'organisation sont frappés par la loi anti-casseurs.

La condamnation de nos deux camarades ne nous empêchera pas de continuer à soutenir inlassablement la lutte héroïque des combattants indochinois. Pas plus qu'elle ne nous empêchera de participer à la manifestation du 20 janvier devant l'ambassade des USA.

encore un dirigeant interdit de séjour

Le 5 janvier 1973, notre camarade Udry, dirigeant de la Ligue Marxiste Révolutionnaire (Suisse), s'est vu notifier une interdiction de séjour en France à la douane de Vallorbe.

Les flics à qui notre camarade demanda des explications refusèrent de motiver cette décision, prise « au plus haut échelon ». Un commissaire admit néanmoins, au bout de deux heures de palabres, que c'était « pour la politique, comme vous le savez bien ».

Ainsi, après Ernest Mandel, Livio Maitan, Tariq Ali, un autre dirigeant de la IVème Internationale se trouve interdit de séjour en France. Ceci grâce au pouvoir discrétionnaire de Marcellin.

Cette mesure n'empêchera pas la IVème Internationale de se développer, ni ses dirigeants de se rencontrer.

Levée de toutes les interdictions de séjour !

Marcellin à la porte !

rectificatif

Dans le No 185 de « Rouge », nous publions un texte sur une revue, « Scription Rouge ». Suite aux interrogations d'un certain nombre de nos lecteurs, nous tenons à préciser qu'il s'agissait là d'une publicité pour une publication diffusée dans notre librairie, et non d'un article exprimant un accord avec les positions théoriques qui s'y expriment.

cette semaine à Paris

mobilisations!

- * le 11, journée d'action pour l'Indochine (gares, entreprises, facs).
- * le 11, à 20 h 30, à la Mutualité, contre procès Tramoni.
- * le 13, marche pour le Larzac. Rassemblement à 15 h au carrefour de l'avenue de Verdun et de la rue Brossolette, Chatillon-sous-Bagneux.
- * le 13, à 15 h, manifestation unitaire, après la mort d'Hamchari.
- * le 14, propagande sur l'Indochine sur les marchés.
- * le 14, à 18 h 30, à la Mutualité, meeting à l'occasion de la venue de Golda Meïr à Paris.
- * le 17, meeting FSI lycéen.
- * le 18, à 20 h 30 à la Mutualité, meeting du FSI.
- * le 20, rassemblement devant l'ambassade US, place de la Concorde.





bilan social du gouvernement

"TOUT VA BIEN"

A Provins, Messmer a présenté le bilan et les perspectives du gouvernement en matière sociale. Comme toujours en période pré-électorale, il s'agit d'un bilan idyllique : l'Etat-Providence en quelque sorte ! Les réalisations sont grandioses, les problèmes mineurs ; quant aux perspectives, elles sont gigantesques. On s'étonne dans ces conditions que certains puissent encore être mécontents du sort qui leur est réservé. Avec un tel discours, la conclusion de Messmer aurait dû être :
« LES FRANÇAIS SONT HEUREUX SANS LE SAVOIR ».

Pourtant, la réalité est bien différente, même en période pré-électorale, quand tous les discours (surtout de ceux qui n'ont rien fait) regorgent de promesses. Certes, il y a eu une croissance économique, mais au profit de qui ? Certes, les travailleurs ont obtenu des avantages, mais c'est au prix de luttes incessantes, et chaque fois qu'il l'a pu, le patronat a remis en cause les conquêtes obtenues dans les grèves.

Une croissance économique, mais pour qui ?

Malgré les prévisions catastrophistes faites par les capitalistes eux-mêmes à la fin de 1971, le capital français s'est bien porté en 1972. Malgré la crainte que la politique protectionniste américaine ne marque la fin de l'expansion en Europe, le développement des échanges s'est perpétué.

Dans cette expansion européenne, le capital français s'est taillé une part appréciable :

- 1972 a été une année très favorable pour les secteurs exportateurs,
- l'ensemble des entreprises industrielles a révisé en hausse ses projets d'investissements,
- la croissance de la production a été soutenue.

Cependant, tout n'est pas si rose pour les capitalistes : la menace d'une crise du système monétaire international n'a pas disparu et surtout l'inflation galopante risque de remettre en cause la position concurrentielle de la bourgeoisie française.

Mais la vraie question n'est pas là : Messmer peut toujours présenter un bilan positif sur le plan économique, c'est un bilan positif pour les patrons. Les travailleurs ont peu profité de cette croissance, car la « bonté » patronale a des bornes : elle est exactement

à la mesure de la combativité ouvrière, de la force des travailleurs à un moment donné.

Dans le système actuel, la croissance économique n'est pas faite pour ceux qui produisent, elle est faite pour ceux qui possèdent les usines.

Depuis plusieurs mois, il y a dans les hautes sphères un « débat » sur les finalités de la croissance. C'est l'occasion pour les bourgeois de nous rebattre les oreilles sur le thème : c'est le progrès économique qui peut financer le progrès social. L'offensive de charme faite par le CNPF aux Assises de Marseille va dans le même sens.

Mais en réalité, LEUR progrès économique est contradictoire avec le progrès social.

La France a connu une forte expansion économique en 1972. Et pourtant :

- La production a augmenté, mais cela n'a pas amélioré la situation de l'emploi, l'essentiel de la production supplémentaire a été acquis par des gains de productivité (accélération des cadences, etc...). Dans ces conditions, les effectifs salariés ont peu varié et les demandes d'emploi non satisfaites ont continué à grimper.

- La production a augmenté, mais le pouvoir d'achat des travailleurs ne s'est guère amélioré en 1972. Les quelques mesures actuelles prises pour lutter contre l'inflation n'atteignent pas les profits mais les salaires.

- La production a augmenté, mais les conditions de travail n'ont pas été améliorées.

- Enfin, la production a augmenté, mais les gaspillages aussi. Les dépenses pour l'armement, les dépenses pour la publicité, etc... tout cela est considérable et tout cela est inhérent au système capitaliste. C'est la loi du profit qui oblige à gaspiller des sommes considérables pour arriver à vendre des produits inutiles. C'est à cause de la loi du profit, de l'anarchie de la production capitaliste que des produits alimentaires sont détruits tandis que des travailleurs vivent dans la misère.

Cette croissance-là, celle dont Messmer se vante, c'est la croissance capitaliste, celle des patrons, pas des travailleurs. Dix entreprises, parmi les premières françaises, ont triplé leurs profits depuis 5 ans. Beaucoup de travailleurs ont-ils vu leurs salaires tripler durant cette période ?

Les travailleurs ont acquis des avantages, mais c'est grâce à leurs luttes

Messmer, dans son « bilan et perspectives », parle aussi beaucoup des avantages sociaux accordés aux travailleurs (équipements collectifs, salaires, conditions de travail, etc...).

Dans certaines entreprises des avantages réels ont effectivement été obtenus, mais grâce à l'action collective et pas grâce à la générosité des patrons.

- Au Joint Français, il a fallu 7 semaines de grève pour arracher au trust CGE une augmentation substantielle des salaires.

- Sur les chantiers de Fos, des améliorations des conditions de travail et des salaires ont été obtenues après de très nombreuses luttes.

- A l'EGF-Brest, il a fallu la grève illimitée pour arracher l'embauche d'effectifs et l'amélioration des conditions de travail.

- A Chaffoteaux, Saint Briec, les augmentations réclamées ont été obtenues après 15 jours de grève.

Chaque fois, c'est la même chose : la première réponse des patrons face aux revendications, c'est : NON. Ils ne reculent que grâce à la grève, qu'en fonction du rapport de force créé par les travailleurs. Il n'y a jamais eu, sous Messmer comme dans tous les régimes bourgeois, d'avantages importants accordés à froid, car chaque fois le résultat des négociations ne traduit que le rapport de forces existant.

Au plan gouvernemental, c'est la même chose. Diverses actions ont été réalisées, certaines lois ont été votées. Mais chaque fois pour le gouvernement il s'agit de répondre à la combativité des travailleurs.

Ce n'est pas parce que Pompidou est « pour la dignité humaine » comme il le prétend, qu'il a favorisé le développement de la mensualisation.

Ce n'est pas parce que Chaban veut défendre le droit au travail pour tous que des améliorations ont été apportées à l'indemnisation de chômage.

Ce n'est pas parce que l'UDR prétend instaurer la justice sociale qu'une loi accroissant les sommes destinées à la formation permanente a été adoptée. Chaque fois, c'est contraints et forcés, pour tenter de désamorcer la combativité ouvrière.

Dans le régime, les avantages acquis ne le sont pas définitivement

Les actions gouvernementales ont apporté des amélio-



ractions, mais limitées : la mensualisation n'est accordée qu'avec des conditions très restrictives, l'accroissement de l'indemnité chômage ne résoud pas le problème de la perte de salaire occasionnée par la perte de travail ; la loi sur la formation permanente ne permet pas aux travailleurs de changer radicalement leur situation.

De plus, les textes législatifs sont sans cesse contournés par les patrons. De même, chaque fois qu'ils le peuvent les patrons remettent en cause les avantages qu'ils ont été contraints de céder. Par exemple, pour compenser les augmentations de salaires, ils accroissent les cadences.

Les travailleurs n'ont rien à gagner à ce régime

- Les augmentations de salaires arrachées dans les luttes sont sans cesse rognées par les hausses des prix.
- Les conditions de travail n'ont pas été améliorées, elles se sont même dégradées.

En régime capitaliste, les avantages acquis ne sont jamais définitifs

- La loi sur les 40 heures a été votée en 1936. Aujourd'hui, la moyenne hebdomadaire de travail est de 44 heures !
- De même, que reste-t-il aujourd'hui des acquis de mai 68 ?

Messmer explique dans son discours pré-électoral : nous en avons fait beaucoup, nous en ferons encore plus.

Aujourd'hui, CNPF et gouvernement sont contraints de présenter un « visage humain », de s'auto-justifier en présentant leurs « réalisations sociales ».

En fait, tant que la loi du profit subsistera, la situation des travailleurs ne sera pas radicalement et définitivement changée. Tant que les patrons seront maîtres des usines, quelle que soit la politique menée par le gouvernement en place, l'exploitation subsistera.

Pour modifier fondamentalement les conditions de travail, pour faire en sorte que la production ait pour but la satisfaction des besoins et non la réalisation du profit maximum, c'est cette exploitation qu'il faut détruire.

Corinne LORRIN

salaires

D'après Messmer, les salaires ont augmenté de 63 % en moyenne entre le 1er janvier 68 et juillet 72.

C'est le comble de la malhonnêteté !

D'abord parce que ce n'est pas vrai : en matière de salaire, le trucage est la règle (par exemple, les diminutions d'horaire sont comptées comme des augmentations de salaire). Avec les chiffres de Messmer, un salarié qui gagnait 1000 F en 68 gagnerait donc aujourd'hui 1600 F avec la même qualification. Il ne doit pas y en avoir beaucoup...

Ensuite, parce que le gouvernement Messmer s'approprie sans hésiter les acquis de mai 68 ! Ce que les travailleurs ont acquis par leur lutte (parce qu'ils ne pouvaient pas l'obtenir autrement) est aujourd'hui inscrit à l'actif de la majorité.

En fait, le bilan de la majorité en matière de salaires, le voici :

- des contrats de progrès accordant des augmentations plus faibles que la hausse réelle des prix,
- le vote d'une loi sur l'égalité des salaires masculins et féminins, déjà votée 3 ou 4 fois dans le passé, mais jamais appliquée,
- et surtout, le refus (en accord avec le CNPF) d'augmenter substantiellement le SMIC et les bas salaires.

Aujourd'hui :

- il y a en France 700 000 smicards qui gagnent 788 F par mois pour 40 H de travail par semaine,
- environ 30 % des salariés de l'industrie et du commerce gagnent moins de 1000 F par mois.

Le voilà le vrai bilan de Messmer.

Dans certains secteurs, des augmentations importantes ont parfois été obtenues, mais c'est parce que les travailleurs se sont battus, parfois longuement, pour ne pas faire les frais de la hausse des prix.

prix et pouvoir d'achat

D'après Messmer, chaque Français, en tant que producteur et en tant que consommateur, doit être conscient de l'importance de l'enjeu et de la discipline qu'il doit s'imposer.

En réalité, la discipline, elle est pour les salaires et pas pour les profits.

Le Plan anti-inflation du gouvernement, c'est :
- cette baisse minime de la TVA, le plus souvent non répercutée sur les prix,
- une recommandation de limiter les augmentations de salaires en 1973.

Pour le reste, c'est du bluff : en période pré-électorale, on promet que les prix ne dépasseront pas les 4 % de hausse, mais après les élections le gouvernement augmentera les tarifs publics.

Les perdants, ce seront encore les travailleurs qui verront leur pouvoir d'achat diminuer.

chômage

D'après Messmer, le plein emploi est une priorité essentielle du gouvernement « qui s'est donné les moyens d'y parvenir ».

Pourtant, il y a en France environ 800 000 chômeurs. Des régions entières sont condamnées par le capitalisme au sous-emploi chronique : dans l'Est et le Nord, les travailleurs sont licenciés par milliers et les jeunes ne trouvent plus d'emploi.

De mars 71 à août 72, les demandes d'emploi non satisfaites ont augmenté de 23 %.

Qu'a fait le gouvernement ? Peu de choses.

- L'Agence Nationale pour l'Emploi s'est certes développée, mais ses moyens sont limités : faute d'une qualification professionnelle suffisante, de nombreux travailleurs ne peuvent pas être reclassés.

- A la rentrée, il a fait voter une loi bidon, assurant une prime de mobilité aux jeunes chômeurs.

- Par contre, en matière de licenciements, il n'est pas prêt à agir : le vote de la loi sur le droit de licenciement a été reporté à après les élections.

Quant au CNPF, Antoine Riboud, pourtant présenté comme patron « d'avant-garde », a déclaré à Marseille « interdire les licenciements c'est renoncer à l'économie de marché ».

Le plein emploi n'est donc l'objectif ni du gouvernement, ni du CNPF.

conditions de travail

D'après Messmer, le gouvernement a fait beaucoup notamment en matière de reconnaissance du droit syndical. Pour l'avenir, l'objectif est de rendre sa noblesse au travail manuel.

Là aussi, Messmer s'approprie ce qui ne lui revient pas : la reconnaissance du droit syndical a été acquise en mai 68 grâce à la grève générale des travailleurs. Depuis, les patrons tentent sans cesse d'enfreindre ce droit : de nombreux militants combattifs ont été licenciés ou assignés devant les tribunaux (Berliet). Même le droit de grève est contesté par les patrons, par le gouvernement lui-même qui a utilisé l'armée contre la grève des éboueurs. En réalité, le droit de grève et le droit syndical sont imposés en pratique par les travailleurs contre les patrons.

Quant aux conditions de travail, cela ne coûte pas cher de prétendre vouloir les améliorer, « rendre sa noblesse au travail manuel »...

En réalité, le seul objectif des patrons, c'est la rentabilité : ils parlent toujours d'humaniser le travail, mais ne le font jamais sauf quand ils y sont contraints.

C'est pourquoi les cadences ne cessent d'augmenter, c'est pourquoi les accidents du travail se multiplient (en 70, ils avaient crû de 2,3 % par rapport à 69).

Qu'a fait Messmer dans ce domaine ? Rien du tout ! Alors, comment croire à ses promesses ?

participation et intéressement

D'après Messmer, il faut étendre le champ d'application des lois votées et permettre à tous les travailleurs d'exercer à tous les niveaux de décision les responsabilités qui leur incombent.

En fait, c'est du verbe qui ne coûte pas cher.

Un exemple : à Renault, 6 % des actions sont réparties entre les 55 000 salariés, soit en moyenne un millionième du capital par actionnaire. Aucune influence n'est possible sur les décisions économiques de l'entreprise : c'est le patron qui reste maître. Les ouvriers n'ont pas accès aux livres de compte, ou alors ce sont des chiffres truqués.

De plus, il y a obligation d'être actionnaire : le travailleur n'a pas le droit de tout actionnaire capitaliste qui est de pouvoir vendre son action. Autre exemple : dans les banques (le projet a été adopté récemment à l'Assemblée Nationale).

Obligation est faite de garder les actions 5 ans avant de pouvoir les vendre pour arrondir les fins de mois. Faites le calcul : un millionième du capital récupéré au bout de 5 ans, c'est moins de 1 % d'augmentation de salaire.

La participation et l'intéressement, c'est donc de l'intoxication pure et simple, la volonté de faire croire à la collaboration de classes.

Un dirigeant du CNPF, plus loquace que Messmer, l'a d'ailleurs expliqué très clairement : « il y a deux manières de traiter le profit, tenu actuellement en si mauvaise part. La première c'est de le dénoncer comme moralement intolérable et donc de le supprimer. La deuxième manière, c'est de le partager : ce faisant, on le démystifie puisque chacun peut en mesurer la valeur et faire pièce des rumeurs sur les scandales et inépuisables bénéfices du capital... De plus, on a une chance de détendre la pression sociale en transposant la contestation du plan irrationnel (le patron peut payer) au plan des réalités comptables... Enfin, on peut penser que la perspective même de la répartition, par son effet stimulant, contribuera à accroître la masse globale du profit ».

On ne peut pas être plus clair sur les buts réels de l'intéressement. C'est une loi sociale, ça ?

les retraites

D'après Messmer, un effort sans équivalent a été fait dans le passé et le gouvernement a choisi de donner à chacun le moyen de faire librement son choix.

Voilà bien la liberté de choix selon le gouvernement : les travailleurs ont le droit de prendre leur retraite avant 65 ans, mais c'est avec un salaire de misère : ils sont libres de crever de faim ! Aujourd'hui, 2 millions de personnes âgées vivent avec 12 F par jour...

L'extrême gauche face aux élections législatives (1)

Pourquoi les révolutionnaires se présentent-ils aux élections en ordre dispersé ? Pourquoi ne s'entendent-ils pas, eux aussi, sur un programme commun ? Pourquoi ne mènent-ils pas une campagne unitaire dans le cadre d'un front de l'extrême-gauche ?

Que de fois des travailleurs bien intentionnés nous ont-ils posé ces questions ! A cela, notre réponse est simple : à l'étape actuelle de son développement, l'extrême-gauche peut unifier ses forces dans des campagnes et des actions ponctuelles. Elle ne peut affronter en bloc la bataille des législatives : les désaccords sont encore trop profonds. Les diverses organisations divergent sur l'analyse de l'Union de la Gauche et sur la tactique à adopter aux prochaines élections. Tout au long du mois de janvier, « Rouge » fera le point de ces divergences. L'attitude des diverses organisations révolutionnaires face aux élections constitue en effet un test particulièrement instructif pour qui veut comprendre où en est l'extrême-gauche.

Dans cette revue critique des organisations, nous irons en sens inverse des aiguilles d'une montre : de droite à gauche. Nous présentons donc pour commencer les positions de « l'extrême-droite de l'extrême-gauche » : l'AJS-OCI.

Ah! s'il n'y avait pas les radicaux de gauche...

La position des lambertistes est clairement résumée dans « l'Appel de l'OCI » publié dans le numéro 592 d'Informations Ouvrières.

Au premier tour, recommande l'AJS-OCI, « votez UNIQUEMENT pour l'organisation ou le parti ouvrier de votre choix : le PS, le PCF, l'OCI-AJS ». Comme l'AJS-OCI ne présente de candidats que dans 19 circonscriptions sur 490, partout ailleurs, elle appelle à voter pour le candidat du PS ou du PC dès le premier tour. Ce qui veut dire en clair que dans près de 300 circonscriptions les lambertistes feront voter pour les candidats staliniens ou sociaux-démocrates, contre les candidats révolutionnaires présentés par la Ligue ou par L.O. Ainsi à Marseille, ils feront voter dès le premier tour pour Gaston Deferre, plutôt que pour notre camarade Yves Salesses ! Cette position ne relève pas seulement d'un sectarisme imbécile. Elle indique

qu'un nouveau seuil est franchi dans l'opportunisme. Pendant des mois, nous n'avons négligé aucun effort pour que l'AJS-OCI participe à la campagne révolutionnaire de l'extrême-gauche. Bataille de dénonciation du capitalisme, cette campagne visait aussi à combattre les illusions réformistes propagées par le PS et le PCF, en vue de préparer à terme leur débordement.

En appelant à voter PC-PS dès le premier tour, c'est cette bataille contre le réformisme que l'AJS-OCI refuse. Alors qu'au premier tour près de 300 candidats se réclamant du trotskysme feront la critique radicale du programme commun et de l'union de la gauche au nom du programme et de la stratégie marxistes-révolutionnaires, l'AJS-OCI préfère donner sa caution aux bureaucraties réformistes. En langage clair, cela s'appelle une capitulation.

Quel gouvernement peut-il satisfaire les revendications ?

L'opportunisme obséquieux à l'égard du PS et du PC suinte par tous les pores de l'appel de l'OCI. Ainsi, après avoir noté qu'« aucune des revendications élémentaires et fondamentales du prolétariat et de la jeunesse, des masses, n'est compatible avec le régime capitaliste en putréfaction »..., les lambertistes osent écrire :

« A la question : quel gouvernement peut-il satisfaire les revendications ? il n'existe qu'une réponse : seulement un gouvernement des grands partis ouvriers, un gouvernement formé par le PS et le PC, un gouvernement sans représentant des partis bourgeois ».

Ainsi, selon l'AJS, un gouvernement PS-PC pourrait satisfaire les revendications « élémentaires et fondamentales » du prolétariat — revendications par ailleurs incompatibles avec le régime capitaliste !...

Ce n'est plus de l'opportunisme, c'est de la servilité. Nous disons au contraire qu'un gouvernement PS-PC

serait un gouvernement réformiste, c'est à dire un gouvernement de collaboration de classes, voire de gestion loyale du capitalisme. En tant que tel, il n'aurait ni les moyens ni l'intention de satisfaire les revendications « élémentaires et fondamentales » des travailleurs. Il ne pourrait même pas réaliser un grand nombre des mesures préconisées par le programme commun. C'est pour en convaincre l'avant-garde ouvrière que nous nous présentons aux élections législatives. Evidemment, si les lambertistes pensent qu'un gouvernement PS-PC constitue un authentique gouvernement ouvrier désireux et capable de satisfaire les revendications « élémentaires et fondamentales » des masses, alors on conçoit qu'ils votent pour le PS et le PC dès le premier tour. Ce qu'on ne comprend plus, c'est pourquoi ils présentent quand même 19 candidats !

Ah ! Si y'avait pas les radicaux de gauche !

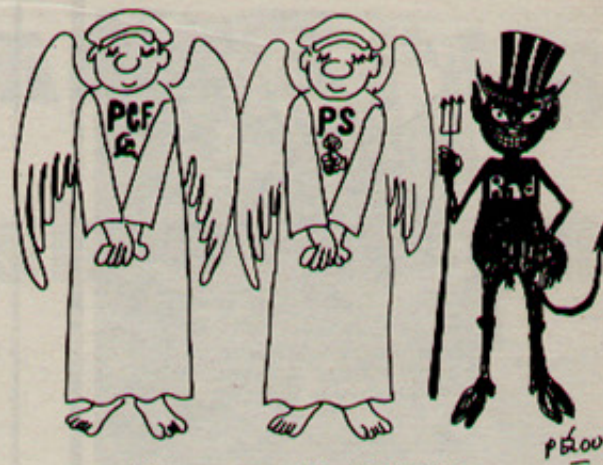
Au second tour, l'AJS appelle à voter pour le PS et le PC, mais pas pour les radicaux de gauche. Le ralliement des radicaux de gauche au programme commun, voilà le grand grief des lambertistes contre l'Union de la Gauche. Voilà leur point de clivage et leur angle d'attaque. Depuis plusieurs semaines, « Informations Ouvrières » exhorte les directions du PC et du PS à rompre avec des galeux qui, par leur seule présence, pervertissent toute l'entreprise.

Ah ! Que l'Union de la Gauche serait jolie s'il n'y avait pas les radicaux ! disent en substance les lambertistes. Si l'alliance se limitait au PS et au PC, ce serait quasiment le front unique ouvrier cher à Trotsky. Non seulement un gouvernement PS-PC pourrait satisfaire les revendications « élémentaires et fondamentales », mais il pourrait même « changer la vie ».

« Est-il possible de changer la vie en s'alliant aux ra-

dicaux de gauche, demande « Informations Ouvrières » ? Aucun doute, la réponse est : NON... Les dirigeants du PS et du PCF ne « changeront pas la vie » en maintenant leur alliance avec les radicaux dits de gauche, défenseurs de l'ordre bourgeois... « Changer la vie », cela exige de rompre avec tous les partis et les politiciens bourgeois, de l'UDR aux radicaux de droite et de gauche ».

L'opportunisme de cette littérature est confondant. Ce que dit « l'Appel de l'OCI », c'est que le PS et le PCF pourraient satisfaire les revendications et « changer la vie » pour peu qu'ils rompent avec les radicaux de gauche. Il s'agit là d'une idéalisation hyper-opportuniste du PS et du PC : avec ou sans radicaux de gauche, ces partis réformistes ne satisferont pas les revendications « fondamentales » et ne « changeront pas la vie ». Ce n'est pas pour débaucher quelques députés radicaux que le PS et le PC ne re-



L'UNION DE LA GAUCHE.
(Vision lambertiste)

mettent en cause ni les institutions de la Vème République, ni l'alliance atlantique, ni les voies de passage parlementaires au socialisme. C'est parce qu'ils sont eux-mêmes des partis réformistes, légalistes, électoralistes, dégénérés jusqu'à la moëlle. Et c'est pour cette raison qu'ils peuvent accueillir une poignée de rescapés du Parti Radical.

Quelles concessions faites aux radicaux ?

La critique des lambertistes laisse entendre que le PS et le PC ont trahi leurs programmes prolétariens en capitulant devant le programme bourgeois des radicaux de gauche. Mais, outre le fait bien connu que le PS et le PC ont élaboré l'ensemble du programme commun, indépendamment des radicaux de gauche qui l'ont contre-signé sans changer une virgule, cette critique omet simplement d'indiquer en quoi consiste la capitulation. Entre le programme commun, le programme du PCF et le programme du PS, il n'y a pas de différence de nature. Dans les trois cas, il s'agit de programmes réformistes, de collaboration de classes. Les concessions exorbitantes faites aux radicaux que dénoncent les lambertistes sont purement imaginaires. Elles figurent en toutes lettres dans les programmes du PC et du PS.

Il est absurde de se déterminer par rapport à l'Union de la Gauche en fonction de la présence ou de l'absence des radicaux anti-schreibériens. Il s'agit là d'un élément marginal qui n'affecte pas la nature de classe de l'Union de la Gauche, ni la dynamique sociale qu'elle sous-tend. C'est l'hégémonie du PC dans l'alliance qui donne à l'Union de la Gauche sa nature de classe, avec ou sans les radicaux. La grande bourgeoisie, toutes fractions réunies, ne s'y trompe d'ailleurs guère.

Et Mitterrand ?

La campagne virulente que mène l'OCI contre les radicaux de gauche est d'ailleurs de son point de vue à double tranchant.

Ce sont des hommes de la bourgeoisie, s'indignent les lambertistes : Maurice Faure est un député réactionnaire, présent dans toutes les combinaisons bourgeoises, Fabre est le digne successeur de Daladier, Filippi est banquier, Lamirault est PDG d'Alfa-Roméo... Mais alors, pourquoi l'AJS-OCI appelle-t-elle à voter pour le PS ? Croit-elle qu'il y a moins de banquiers, de PDG, d'administrateurs de société, de hauts fonctionnaires au PS que chez les radicaux de gauche ? Deferre est-il moins « politicien bourgeois » que Fabre et Faure ? Et Mitterrand ? Stéphane Just a-t-il oublié le temps où il écrivait : « Le PS est aujourd'hui dirigé par Mitterrand dont les origines politiques, la fonction politique sont celles d'un homme politique de la bourgeoisie et qui, finalement, tend à détruire le Parti Socialiste comme parti ouvrier » (1). A-t-il oublié que pour lui barrer — vainement — la route, l'OCI n'a pas hésité à investir des cadres dans le PS, en alliance avec la clique racornie de Guy Mollet ? « Car, disait Just, nous avons intérêt à ce que les organisations ouvrières conservent leur nature de classe face à la bourgeoisie »...!

Que signifie alors le mot d'ordre central de l'AJS-OCI : « gouvernement PS-PC sans ministre représentant les intérêts du grand capital » ? Faut-il comprendre « gouvernement PS-PC sans Mitterrand, Deferre et Cie » ? Ou bien que Mitterrand, Deferre, etc... ne représentent plus les intérêts du capital ?

La position des lambertistes peut paraître absurde. En réalité, elle l'est beaucoup moins qu'il n'y paraît : leur fixation obsessionnelle sur les radicaux de gauche, en effet, a une fonction latente essentielle. Elle est l'alibi d'un opportunisme foncier par rapport aux bureaucraties réformistes du PS et du PC. Elle couvre une capitulation de fait devant les appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier qu'on exhorte à rester sourds au chant des sirènes radicales et fidèles à leur nature prolétarienne. Ce faisant, les lambertistes sèment des illusions dans la classe ouvrière. Ils participent de l'opération réformiste de mystification. Gageons que les bureaucrates ne leur en seront pas reconnaissants.

Henri WEBER

(1) Stéphane Just, « Le gouvernement ouvrier et paysan ».

Union de la Gauche et Front Populaire

On ne peut comprendre les finesses de la position lambertiste sans se référer à l'analyse trotskyste du Front Populaire. En effet, au lieu d'appliquer la méthode de Trotsky à l'analyse concrète de l'Union de la Gauche, l'AJS-OCI, selon sa vieille habitude, se contente de transposer mécaniquement l'analyse trotskyste de 1936 à la réalité de l'Union de la Gauche.

Léon Trotsky et le Front Populaire

On sait que pour Léon Trotsky le Front Populaire français de 1936 constitue une alliance de classes entre le prolétariat, la petite-bourgeoisie et une fraction de la grande bourgeoisie anti-fasciste. Au sein de cette alliance, c'est la fraction bourgeoise qui détient la direction. Son hégémonie politique s'illustre par l'alignement de l'accord de Front Populaire sur le programme du Parti Radical (1), instrument par excellence de la grande bourgeoisie française sous la III^{ème} République. En signant le « programme de rassemblement populaire », le PCF s'arrime servilement à la bourgeoisie démocratique au détriment du programme et des méthodes de lutte du prolétariat. Les marxistes-révolutionnaires, affirme Trotsky, doivent dénoncer fermement cette capitulation honteuse et lui opposer la tactique du Front Unique de classe. Rompez avec le Parti Radical ! Rompez avec la bourgeoisie ! Front Unique PC-PS sur un programme de classe ! Tels sont les mots d'ordre.

Que l'AJS-OCI projette purement et simplement cette

analyse sur la situation présente, c'est ce qui ressort de cette citation, extraite du N° 592 de « Information Ouvrière » :

« Le Front Populaire, écrivent-ils, a été une alliance des partis ouvriers avec la grande bourgeoisie représentée par le Parti Radical. Le fait que l'Union de la Gauche est une alliance des partis ouvriers avec la grande bourgeoisie représentée par les débris du Parti Radical n'enlève rien à sa signification, mais ne fait que renforcer tous les traits négatifs du Front Populaire ».

Et voilà. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. En 1972, c'est la même histoire qu'en 1936 qui recommence... en pire. Aussi l'orientation des marxistes-révolutionnaires est-elle toute tracée. Comme en 1936, il faut dire aux dirigeants du mouvement ouvrier : « rompez avec la bourgeoisie, rompez avec les radicaux de gauche ! Appliquez votre propre programme ! Gouvernement du PS et du PCF sans ministre représentant les partis bourgeois et les intérêts du capital ! ».

Peut-on transposer ?

Peut-on légitimement transposer l'analyse trotskyste du Front Populaire à la réalité de l'Union de la Gauche ? Bien évidemment non ! Dans l'un et l'autre cas, il s'agit bien d'une union politique entre le PC, le PS et les radicaux.

Mais en 1936, le Parti Radical est le principal parti bourgeois. Aux élections de 1932, il obtint 2,5 millions de voix et 160 sièges contre 2 millions de voix et 132 sièges au PS et 780 000 voix et 11 sièges au PC. C'est alors vraiment l'instrument par excellence de la grande bourgeoisie française. Au sein de l'alliance, c'est lui qui détient la direction politique : le programme du Front Populaire, c'est le programme du Parti Radical. C'est pourquoi Léon Trotsky peut légitimement affirmer que le Front Populaire représente, au niveau des classes sociales, l'alliance entre le prolétariat et la grande bourgeoisie sous direction de cette dernière représentée par le Parti Radical.

Il en va tout autrement en 1972.

Sous la IV^{ème} République, le Parti Radical a connu un net déclin. Pur produit de la phase ascendante du capitalisme, lorsque la classe dominante était divisée en multiples intérêts catégoriels et régionaux, il s'est avéré incapable (malgré la tentative de Mendès-France) de s'adapter à la phase de prédominance sans partage du grand capital. La grande bourgeoisie

technocratique d'après la seconde guerre mondiale s'est progressivement détournée de lui. Après l'instauration de l'Etat fort gaulliste, elle s'est résolument réorganisée dans les formations de la majorité (UDR, RI, centristes). Si bien qu'en 1970, Jean-Jacques Servan-Schreiber a pu s'emparer sans coup férir de la vieille carcasse radicale. En fusionnant avec les vestiges du MRP que sont les centristes de Lecanuet, JJ SS a définitivement liquidé le vieux parti radical. Quelques dizaines de parlementaires, élus grâce aux voix de gauche, ont refusé d'entériner ce sabotage. Le mouvement de la gauche radicale est si peu nombreux qu'il ne dispose pas, contrairement à la Ligue et à Lutte Ouvrière, de temps d'antenne lors de la campagne électorale. Ses dirigeants n'ont pris aucune part à la rédaction du programme commun, qu'ils ont été autorisés à contre-signer en annexe.

Les dirigeants lambertistes n'ignorent pas tout cela. Ils savent bien que la poignée de radicaux de gauche ne prolonge pas le Parti Radical d'autrefois. Ils écrivent même : « le Parti Radical n'est plus que débris ». Mais c'est pour ajouter aussitôt : « cela ne change rien au contenu de classe de la formation politique dirigée par le banquier Filippi ». Mais pourquoi la grande bourgeoisie se ferait-elle représenter par des débris de parti ? Par masochisme ?

De la représentativité sociale des débris...

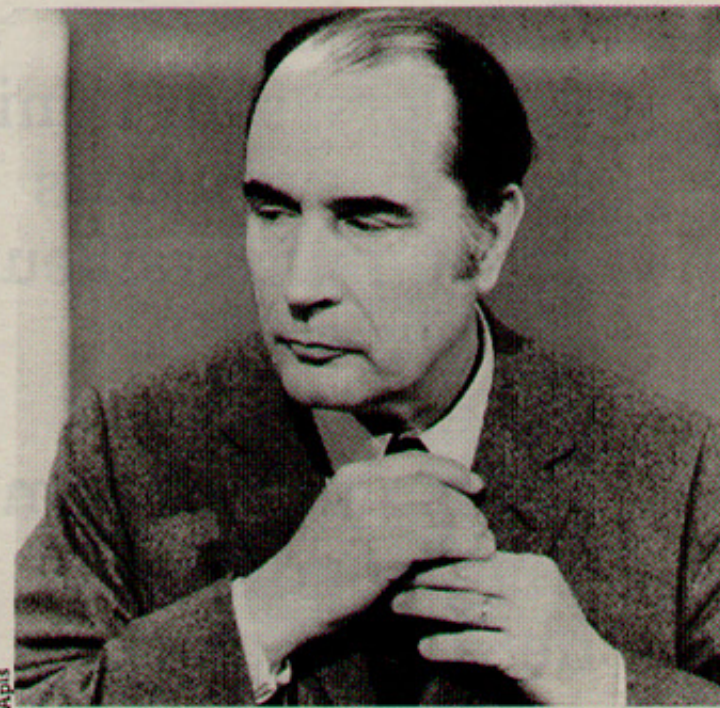
Depuis une quinzaine d'années, de profonds reclassements se sont opérés à droite : la représentation politique de la bourgeoisie française s'est modifiée : les partis bourgeois traditionnels (MRP, Indépendants, Radicaux) se sont recomposés (Républicains Indépendants, UDR, Réformateurs). La véritable filiation du Parti Radical, c'est le mouvement réformateur de JJ SS. Les radicaux de gauche ne sont en effet qu'un débris du Parti Radical. Mais cela signifie, entre autres choses, qu'ils n'ont pas avec la grande bourgeoisie le même rapport que feu le Parti Radical de la république parlementaire. Ils ne « représentent » pas la grande bourgeoisie. Celle-ci dispose, dans la majorité

et gravitant autour d'elle, de ses véritables instruments politiques. C'est pourquoi le ralliement des radicaux de gauche ne signifie nullement que l'Union de la Gauche est une alliance de classes entre le prolétariat et le grand capital sous la direction de ce dernier (représenté par les radicaux de gauche !)... Elle est totalement dominée par l'alliance du PC et du PS, et notamment par le poids spécifique du PC. L'Union de la Gauche constitue donc bien, avec ou sans les radicaux, une alternative réformatrice globale au pouvoir gaullocentriste. C'est en fonction de cela que nous nous déterminons.

H.W.

(1) Le « programme de rassemblement populaire » (11 janvier 1936) signé par le PC, le PS, le Parti Radical, la CGT, la CGTU et diverses organisations démocratiques, est un programme de défense anti-fasciste extrêmement modéré. Il stipule en introduction : « le programme est volontairement limité aux mesures immédiatement applicables ; le Comité

National entend que chaque parti, que chaque organisation participant au Rassemblement populaire puisse se joindre à l'action commune sans rien abdiquer de sa doctrine, de ses principes, de ses fins particulières ». Moyennant quoi, le programme commun s'aligne sur le programme du parti le plus modéré, le Parti Radical.



Apis

la vraie nature de François

Mitterrand parle beaucoup en ce moment. On aurait pu mettre sur le compte de l'inattention dans cet excès de paroles quelques formules bizarres. Leur répétition et leur cohérence ôtent les derniers doutes, s'il pouvait y en avoir, sur la vraie nature de François Mitterrand.

A l'heure actuelle, le principal souci de Mitterrand est de gagner des voix à droite. Après avoir exalté l'union — non sans profit — le parti socialiste insiste maintenant sur son caractère « original ». La démarche est simple et nous l'avons dénoncée ici-même. Premier objectif : se servir de la caution du parti communiste pour faire le plein de voix à gauche. Ensuite, gagner sur l'électorat modéré. En 1965, Mitterrand avait commencé sa campagne présidentielle, candidat de l'Union de la Gauche et l'avait terminée candidat de tous les républicains.

La tentative est la même cette fois encore et s'avère payante. Le dernier sondage de l'IFOP indique que 48 % de l'électorat socialiste désire que la gauche l'emporte seule, mais 52 % préfèrent une majorité PC-PS-Réformateurs !

Mitterrand veut donner l'image d'un bonhomme rassurant qui a été touché à cinquante ans par la grâce socialiste et dont la seule mission est de « gagner aux hommes un peu plus de bonheur ».

Ce bon samaritain multiplie donc les propos lénifiants : non la victoire de la gauche ne provoquera pas de crise politique. Autrement dit, pour le parti socialiste, un gouvernement de gauche et Pompidou peuvent coexister sans problème « Nous avons toujours dit que nous pouvions cohabiter » affirme Mitterrand. « Il faut qu'il nous

prenne et on le prendra » Ben, voyons ! Si chacun y met du sien.

Est-ce que Mitterrand pense sérieusement que l'ancien fondé de pouvoir de Rotschild va accepter que son gouvernement applique le programme commun ?

Si Pompidou laisse former un gouvernement de gauche, cela ne peut signifier que deux choses :

— ou bien ce gouvernement de « gauche » fait une politique de droite et gère au mieux les intérêts du capital. Dans une prochaine conférence de presse, le Président de la République pourra se déclarer « pleinement satisfait » de son premier ministre « socialiste ». Ce ne sera de Blum à Mollet en passant par Mendès-France, et les quatorze ministères auxquels a participé Mitterrand sous la IV^{ème} République, que continué.

Hypothèse réaliste.

— au cas où Pompidou mettrait en œuvre le programme commun de la gauche, cela voudrait dire tout simplement que ce programme n'est pas bien menaçant pour le capitalisme. Rotschild pourra continuer à dormir sur ses valeurs boursières. Autre hypothèse réaliste qui n'est finalement qu'une variante de la première. Peut-on affirmer à la fois que la gauche va « changer la vie » et qu'elle ne bouleversera pas les institutions ?

L'Union de la Gauche au pouvoir respectera le jeu parlementaire bourgeois. « Nous appliquerons honnêtement la Constitution » a affirmé Mitterrand à la dernière convention socialiste.

Gilles Martinet peut toujours écrire dans son dernier livre, « Le système Pompidou » qu'en cas de victoire, la gauche devra très vite dissoudre l'Assemblée et convoquer une assemblée avec un nouveau mode de scrutin. La gauche ne prévoit pas la réunion d'une assemblée constituante, a précisé Mitterrand. Elle respectera la Constitution, issue du coup de force de 58, d'ailleurs rédigée par un certain nombre de notables de la SFIO.

Elle laissera intact l'Etat fort qui donne la prééminence au Président sur l'Assemblée. On comprend que Mitterrand ne soit pas pressé de changer les pouvoirs du président. Au cas où en 1976 il prendrait pension à l'Elysée, il en aurait bien besoin pour contrebalancer l'influence du Parti Communiste.

Arthur COLT

Camarades,
Matelots, sous l'uniforme,
vous êtes toujours
de jeunes travailleurs,
des lycéens,
des étudiants.
Ceux qui vous commandent
sont aux ordres
de vos ennemis.



appel du front des marins révolutionnaires

Nous avons reçu le 8 décembre un tract que nous reproduisons ici accompagné d'une lettre nous demandant d'attirer un communiqué de presse du FSMR pour le faire connaître à nos lecteurs. Selon la lettre, ce tract a été distribué à des appelés dans le train Paris-Brest du 4 décembre.

Nous avons reçu par le courrier du mercredi matin 10 janvier le communiqué de presse ci-joint.

Communiqué

Le 1er octobre 1972, se réunissait clandestinement à Paris un groupe de militants communistes, militaires de carrière et appelés du contingent. Les camarades présents s'accordèrent sur le fait que l'armée bourgeoise est préparée plus que jamais à être un instrument de guerre civile, ultime recours de la bourgeoisie au cas où son pouvoir vacillerait dangereusement face à la classe ouvrière mobilisée.

Nous prévoyons que dans les années qui viennent dans un contexte de difficultés économiques croissantes de l'impérialisme, de combativité soutenue de la classe ouvrière et de ses alliés, le problème du recours éventuel à l'armée comme ultime moyen d'existence du pouvoir bourgeois risque de se poser concrètement sur la scène française.

Nous savons que le dénouement d'une crise révolutionnaire ne se fera pas au profit du prolétariat sans que celui-ci ait su préalablement non seulement envisager correctement et concrètement sa propre auto-défense armée, mais préparer correctement et concrètement une partie de l'armée bourgeoise à rejoindre le camp de la révolution.

C'est dans cette perspective que nous travaillons au sein de l'armée. C'est un travail difficile et de longue haleine et l'avant-garde révolutionnaire ne doit pas s'attendre à ce que nous nous manifestions quotidien-

nement de façon spectaculaire. La tâche des organisations révolutionnaires aujourd'hui n'est pas d'attendre passivement le résultat du difficile processus dans lequel nous nous engageons.

Nous en attendons au contraire une aide indispensable. Elles doivent non seulement préparer leurs propres militants à rejoindre notre combat quand ils sont incorporés, mais elles doivent aussi créer un vaste mouvement civil anti-militariste en France, notamment dans la jeunesse, mouvement qui sera, dans les conditions actuelles, le meilleur levain de notre propre croissance.

Les camarades présents furent d'accord pour considérer que le PCF, étant donnée sa perspective erronée de passage pacifique au socialisme, était devenu totalement incapable de concevoir et d'entreprendre un quelconque travail d'agitation et d'organisation communiste au sein de l'armée.

Le Front des Soldats et des Marins révolutionnaires s'adresse à la jeunesse ouvrière, étudiante et lycéenne incorporée sous les drapeaux et l'appelle à continuer sous l'uniforme le combat contre le capitalisme. Le FSMR s'adresse également aux sous-officiers souvent issus du prolétariat et des couches populaires les plus pauvres pour les aider à reconnaître leurs véritables ennemis et les préparer à rejoindre leurs frères de classe.

Paris,

le 1er octobre 72

texte du du Paris-Brest

Camarades,
Aujourd'hui, on vous passera à la tondeuse. Peu après, vous revêtirez l'uniforme. Ce sera fait ; vous serez devenus pour un an militaires. Vous ne l'avez pas voulu, personne ne vous a demandé votre avis. Cependant, pendant un an, comme nous, vous allez être voués à la discipline et à l'ennui.

Pour commencer, pendant trois semaines, vous allez « faire vos classes » au CFM Dépot. C'est-à-dire que vous allez être enfermés exactement comme en prison, la différence essentielle étant que certaines prisons sont correctement chauffées et le CFM pas bien du tout.

Là, on va vous apprendre les « secrets » de la vie militaire.

On va d'abord vous apprendre à vous méfier les uns des autres. Sous prétexte d'éviter les vols, par exemple, mais dans le but de vous affaiblir par rapport aux galonnés.

On va vous apprendre à obéir sans discuter à des incapables ou à des sadiques, en vous faisant par exemple plier vos affaires 25 cm sur 25 cm ou en vous faisant déplacer en rangs par trois au pas, même quand l'exercice ne l'exige pas.

On va tenter de vous apprendre la lâcheté. En ne vous renseignant sur vos affectations que le dernier jour, les officiers « responsables » du CFM savent très bien qu'ils pourront compter sur des apprentis matelots disciplinés ; chacun a bien trop peur d'avoir une mauvaise affectation s'il se rebiffe ! Ainsi, on essaiera de vous tenir comme par la suite, on tentera de vous faire ramper pour une permission.

On va surtout vous apprendre à ne rien faire. Les officiers et la majorité des officiers marinières passent leurs week-ends en famille, les apprentis matelots restent consignés à ne rien faire du vendredi midi au lundi matin, n'ayant pour seule ressource que de tourner en rond dans la cour ou d'aller voir des films d'ordinaire stupides. Et les autres jours ce n'est pas mieux.

Vous croyez peut-être que l'on va vous donner une instruction militaire ? Que non ! Sans doute on juge depuis 68 qu'il est dangereux d'apprendre aux appelés à se servir d'un fusil ! Vous ne tirerez pas une seule balle, vous ne lancerez pas une

seule grenade. C'est cela, l'armée d'aujourd'hui, les armes efficaces sont pour les engagés des régiments de choc, ceux auxquels on peut demander n'importe quoi. Les appelés, jeunes ouvriers et lycéens, considérés à juste titre, comme « peu sûrs » peuvent toujours passer leur temps à récurer les chambres, repeindre les bateaux ou astiquer les cuivres.

Vous croyez peut-être que l'on va faire de vous des marins, en vous enseignant des choses utiles et agréables sur la mer, la navigation, les bateaux ? Alors vous vous fourrez le doigt dans l'œil. On va vous apprendre à tenir votre uniforme propre pour faire joli sur les ponts, c'est tout, vous verrez bien des canots sur le plan d'eau, mais il est interdit d'y monter.

Vous allez avoir trois semaines devant vous pour ne penser qu'à une seule chose : pourquoi sommes nous là ?

Si vous avez le courage de l'ouvrir, le répugnant bouquin qui s'appelle le « manuel du marin » vous apprendra que vous êtes là pour apprendre à défendre l'Etat. Mais quel Etat ? Celui de Debré, celui des scandales, celui de la hausse des prix, celui des CRS, celui de Massu la torture... L'Etat des flics et des patrons.

Camarades,
Matelots, sous l'uniforme vous êtes toujours de jeunes travailleurs, des lycéens, des étudiants. Ceux qui vous commandent sont aux ordres de vos ennemis. Ils voudraient faire de vous des instruments dociles de la bourgeoisie et du gouvernement, utilisables en cas de conflit extérieur ou de guerre civile, mais toujours dans leur intérêts.

L'armée telle qu'ils la veulent est un instrument de guerre civile, une force de répression contre les travailleurs et les peuples d'outre-mer (Tchad), c'est un engin à décerveler les jeunes pour les rendre plus dociles, habitués à obéir à l'adjudant, ils obéiront mieux au contremaître.

C'est d'ailleurs pour avoir cette armée plus docile, plus facile à « former » c'est-à-dire à déformer, que l'on a abaissé l'âge du service et que l'on a supprimé le sursis.

Camarades !
Ne vous laissez pas avoir par le système d'embrigadement militaire. Ne vous laissez pas diviser. Même si vous êtes obligés d'obéir en apparence, gardez dans votre tête l'idée que vous êtes de jeunes paysans, de jeunes travailleurs, de jeunes intellectuels et non des robots aux mains de vos ennemis !

Front des Marins
Révolutionnaires



Balzac : les militaires se terrent

Les officiers de l'armée, non contents d'opprimer les jeunes sous l'uniforme, prétendent aujourd'hui venir faire leur propagande dans les lycées. Ainsi, au lycée Balzac, deux officiers ont essayé de faire l'éloge de notre glorieuse armée, du service militaire etc... Très vite, 200 lycéens mirent en pratique le mot d'ordre « l'armée hors des lycées » : c'est sous des quolibets et des produits divers (tomates, œufs...) que les deux défenseurs de notre civilisation occidentale furent évacués manu militari !

Aujourd'hui, des lycéens sont menacés par un conseil de discipline. Si un tel conseil se tient, il donnera lieu, à Balzac comme ailleurs, à une riposte sévère : nous accuserons l'armée qui embrigade, l'armée qui assassine, l'armée qui torture, nous dénoncerons la collusion entre les administrations des lycées et les sergents-recruteurs de Massu. Pas un militaire ne pénétrera dans un lycée, sans qu'il soit vidé !



Les paysans du Larzac au cours de leur montée sur Paris.

larzac

avec les paysans
contre les camps
de guerre civile

Larzac : depuis plusieurs mois, les paysans étaient sur le qui-vive, ils attendaient que l'extension du camp qui le ferait passer de 3 000 à 17 000 hectares soit décrétée d'utilité publique. Le 27 décembre, c'était chose faite : Debré a de la suite dans les idées.

Aussitôt, la riposte prévue de longue date s'organise : les 103 agriculteurs que l'on veut exproprier organisent la montée de 25 tracteurs sur Paris, passant par Rodez, St Flour, Clermont-Ferrand, Nevers, Orléans, ils arriveront à Paris le samedi 13. Leur arrivée coïncidera avec une manifestation à laquelle appelle un grand nombre d'organisations dont la CGT, la CFDT, la FNSEA et le CDA. En clair, l'extension du camp du Larzac signifie :

* l'expulsion de 527 personnes sans possibilité de se reclasser dans la région, vu le développement du chômage, la destruction d'une centaine d'exploitations agricoles modernes et dynamiques (production du Roquefort) ;

* l'accélération de l'évolution visant à transformer le Larzac en un désert économique et humain. A Millau, les industries traditionnelles crèvent, tandis que les « usines pirates » qui s'installent surexploitent les travailleurs menacés par le chômage et ferment boutique après avoir fait le plein de fric. C'est toute une région qui est ainsi saignée par la désindustrialisation et le chômage. L'extension du camp de Larzac



De dos: Pierre Overney, de face: son assassin Tramoni le vise et tire!

s'inscrit dans le cadre d'une politique de multiplication systématique des camps militaires en France : ainsi, au Canjuers, au Baret, à Fontevault, Debré confisque d'immenses zones qu'il entend réduire à l'état de désert pour que ses troupes puissent y manœuvrer tout à leur aise. Chacun de ces camps se voit affecté à une fonction spéciale : au Larzac, l'artillerie, à tel autre les techniques du combat « commando », etc... Les projets de Debré sont clairs : il s'agit de faire de l'armée française le modèle des armées de guerre civile de la bourgeoisie européenne. Déjà des militaires anglais ont été invités sur le Larzac. Les mêmes militaires qui terrorisent et torturent la population irlandaise. C'est ainsi, donc, que l'on « rentabilise » des régions que la loi impitoyable du profit a transformées en déserts économiques ; il est bien évident que ces camps, leur emplacement comme leur configuration, sont avant tout adaptés à l'entraînement d'une armée qui doit devenir capable d'affronter la population de son propre pays « tous terrains ». Les manœuvres du style « les bleus-contre-les-rouges-les-rouges-se-cachent-fourbement-les-bleus-les-débusquent-et-les-détruisent » doivent pouvoir se multiplier et se perfectionner en toute quiétude selon Debré. C'est pour cette raison que nous luttons non seulement contre l'extension de l'actuel camp du Larzac, mais pour la suppression de tous les camps où Debré entend organiser ses travaux pratiques de guerre civile.

Hors du Larzac l'armée de guerre civile !

Non aux camps militaires !

Halte à la militarisation !

La terre aux paysans !

Le samedi 13, nous serons au côté des paysans.

**TOUS
A LA MANIFESTATION
15 heures Samedi 13 janvier
à Chatillon sous Bagneux
(carrefour de l'avenue de Verdun
et de la rue Brossolette)**

la bourgeoisie a armé Tramoni, elle en arme d'autres. auto-défense ouvrière !

Tramoni, l'assassin de Pierre Overney passe en procès à Paris depuis le 9 janvier. En octobre dernier, il avait été remis en liberté provisoire après six mois de détention. Lors des premières comparutions au tribunal, Tramoni a fait figure, d'après la presse bourgeoise, d'un « homme loin d'être borné », « équilibré », voire « sûr de lui ». Il affirme, en contradiction avec les photos prises par un reporter de l'Agence de Presse Libération, avoir tiré involontairement. Avec un cynisme désarmant, il a déclaré avoir confiance en ses juges. « De toutes façons, je n'aurai aucun mal à retrouver un emploi ». Le fait est : la dextérité de ce flingueur ne peut manquer d'éveiller l'intérêt d'un chef de bande parallèle ou d'un patron de choc. Une série récente de procès vient en effet de prouver que, face à la combativité ouvrière issue de mai 68, la bourgeoisie utilise de plus en plus la terreur et le meurtre. Les jugements qui ont clos ces procès montrent aussi que, bien évidemment, la justice bourgeoise ne condamne pas la violence bourgeoise.

— 5 décembre : Robert et Ciriès, dirigeants d'Ordre Nouveau, sont condamnés à 400 F d'amende pour avoir frappé et dévalisé un militant révolutionnaire à Assas. Le même jour, Robert et Duprat, agresseurs d'enseignants du SNESup, sont purement et simplement relaxés.

— Une semaine plus tard, le sergent Walme, qui avait foncé avec sa voiture sur Michel Labroche, militant du PCF, est condamné à cinq ans dont trois avec sursis. Un procès discret.

— Rappelons que le tueur du SAC qui, en juin 68 avait abattu Marc Lanvin à coups de revolver, a été libéré après avoir purgé trois des huit années auxquelles il avait été condamné.

Qu'attendre des juges de Tramoni ? Leur conscience intègre résistera-t-elle à la pression discrète mais ferme d'une certaine presse, de L'Aurore à France-Soir, qui blanchit Tramoni en en faisant une victime des circonstances et des gauchistes. Le Figaro nous gratifie d'une perle très pure dans le genre moralisme dédramatisant : « Il y a des gens dont le métier est de troubler l'ordre. D'autres qui ont pour métier de le maintenir. Tramoni n'y apportait, semble-t-il, aucune passion politique. Peut-être que si la Régie Renault était passée sous obédience maoïste, il y eût gardé son emploi. L'ordre, c'est l'ordre, sous quelque régime que l'on vive ».

La sensibilisation et la mobilisation provoquées par la mort d'Overney furent cependant assez profondes pour que son meurtrier soit d'abord condamné à une peine assez lourde, quitte à être libéré sous peu pour « bonne conduite ».

Les révolutionnaires feront tout par ailleurs pour que le procès ne soit pas étouffé. Dans ce sens, un meeting unitaire de huit organisations d'extrême-gauche a eu lieu jeudi 11 janvier à la Mutualité. Ce meeting, comme les plaidoiries de Me Henri Leclerc, avocat de la partie civile, a mis en accusation l'ordre patronal et ses bandes armées, la direction de la Régie et sa milice dont Tramoni était le chef.

Tramoni élément minable et en définitive gaffeur de l'appareil répressif bourgeois, paiera un jour, d'une façon ou d'une autre. Mais le principal criminel, qui a armé le bras de Tramoni, c'est la classe bourgeoise qui utilise tour à tour la brutalité légale, en uniforme des CRS et des brigades spéciales et la violence brune en gabardine des crapules comme Tramoni, Robert ou Duprat.

Uniforme et gabardine, une affaire de famille : le père de Walme est gendarme mobile, les beaux-frères de Tramoni sont CRS et gardiens de la paix. Et Le Cavalier, organisateur des commandos d'Ordre Nouveau travaillait en même temps pour les RG. Tel est le prix de l'ordre. L'appareil judiciaire est, fondamentalement, un pilier de cet ordre. La classe ouvrière, dans sa marche vers la révolution socialiste, ne peut faire confiance qu'à ses propres forces pour nettoyer les entreprises et les rues des bataillons fascistes et policiers. Les procès de Robert, Walme et Tramoni confirment la justesse du mot d'ordre d'« auto-défense ouvrière ».

Y.C.

CFDT LA PERIODE DES CENT FLEURS EST FINIE

■
la CFDT
publie
dans « Syndicalisme Hebdo »
un dossier
intitulé
« organisations politiques
et action syndicale »
Elle y affirme
son opposition
aux conceptions
léninistes
que nous défendons

La CFDT publie dans « Syndicalisme-Hebdo » un dossier sur les relations entre « organisations politiques et action syndicale » où la direction de la CFDT affirme clairement son opposition aux conceptions léninistes que nous défendons.

A chacun son rôle !

Pour la direction de la CFDT, les rôles dans la lutte des classes des organisations syndicales et politiques sont bien distinctement répartis : aux partis le soin d'« exercer le pouvoir politique », aux syndicats le soin d'organiser la lutte des travailleurs. Pour mener à bien cette lutte le syndicat peut s'aider de comités de soutien et de comités de grève, mais il est exclu que le comité de grève constitue la direction de la grève, puisqu'« en tout état de cause, seules les organisations syndicales ont qualité légalement pour négocier et signer un accord avec la direction de l'entreprise ». D'ailleurs, précise « Syndicalisme-Hebdo », « on se demande comment un travailleur qui n'aurait pas eu une conscience de classe suffisante pour se syndiquer serait plus qualifié que d'autres pour conduire une grève ». Ben voyons ! Qui est capable d'exercer le pouvoir politique ? Les travailleurs du rang, « sortis de la cuisse de Jupiter » comme dirait Krasucki ou bien les partis politiques composés de spécialistes faits exprès pour ça ? Qui est capable de diriger une grève et de négocier avec le patron ? Des grévistes « tout simples » ou bien des permanents payés exprès pour ça ? Il faut être « gauchiste » (c'est-à-dire stupide et méchant) pour ne pas faire confiance aux spécialistes !

Et l'autogestion ?

Mais quand on lit ça, on se demande ce que veut dire l'autogestion pour la direction de la CFDT : un slogan pour récupérer la « contestation » manifestée depuis 1968 notamment chez les jeunes travailleurs, une revendication pour techniciens radicalisés qui voudraient devenir des technocrates, ou une perspective concrète pour les luttes d'aujourd'hui et le socialisme de demain ? Pour nous « l'autogestion des luttes » ce n'est pas la « gestion » des luttes par les responsables syndicaux assistés des travailleurs, c'est la gestion par les grévistes eux-mêmes de leur grève jusques et y compris la négociation. *L'organisation syndicale participant à la grève, fait connaître ses propositions, voire ses critiques, elle ne disparaît pas pendant la grève mais elle applique les décisions de l'assemblée souveraine quitte à dire qu'elle pense que la majorité des grévistes se trompent.*

L'autogestion socialiste ce n'est ni appliquer en bas les décisions prises en haut par les partis « qui exercent le pouvoir » ni appliquer les décisions prises par des « responsables » soi-disant plus compétents. Il n'y aura pas d'autogestion dans les entreprises s'il n'y a pas de conseils ouvriers élus par les travailleurs. Il n'y a pas d'autogestion véritable si les conseils ouvriers ne décident pas eux-mêmes des orientations du plan central. En un mot, il n'y a pas de socialisme possible sans que l'Etat de la bourgeoisie avec son parlement, sa police, sa justice, son armée... ait fait place à l'Etat ouvrier, l'Etat des conseils ouvriers. Ainsi, ricane le bureaucrate, un O.S. non membre d'une organisation politique pourrait choisir les orientations du plan ! Pourquoi pas une cuisinière tant que vous y êtes ! Et oui, dans une société construisant le socialisme nous pensons que les partis socialistes ont à faire des propositions, des critiques mais que ce n'est pas à eux en tant que tels d'exercer le pouvoir

politique, c'est aux conseils ouvriers élus par les travailleurs (tous pouvant y être candidats). Que les militants d'un parti politique y soient élus et y gagnent la majorité, c'est une chose, comme c'est une chose que tel ou tel syndicat soit majoritaire dans un comité de grève, mais autre chose est que le parti politique exerce le pouvoir au nom et à la place des travailleurs ou que le syndicat dirige la grève au nom et à la place des grévistes.

Une utopie ?

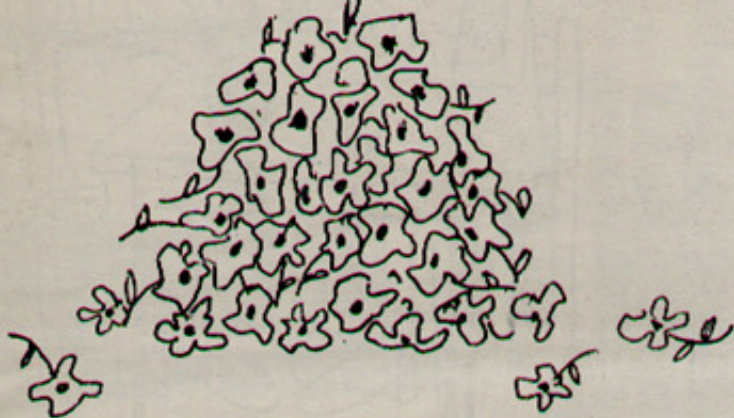
Le bureaucrate toujours réaliste s'esclaffe : alors comme ça par un coup de baguette magique les travailleurs même pas syndiqués acquièrent une conscience de classe ! Justement parce que la classe ouvrière est exploitée sur tous les plans, économique, politique, culturel... par la bourgeoisie, la prise de conscience des travailleurs se fait souvent moins par la lecture, la propagande que par l'expérience de la lutte. C'est ainsi qu'en période de lutte intense on voit tel militant non syndiqué devenir parfois plus dynamique, plus clairvoyant que tel autre militant peut-être syndiqué, ou tel militant syndiqué de base devenir parfois plus capable que tel dirigeant timoré ne rêvant que de revenir à la routine antérieure. Mai 68 a montré cela à mille exemplaires à la CFDT comme à la CGT. Cela ne veut pas dire que par principe les dirigeants sont moins capables que les militants, cela montre simplement qu'un authentique dirigeant loin d'avoir peur de l'auto-organisation des grévistes doit au contraire l'impulser.

Elections ou Révolution !

Si la direction CFDT de l'extérieur de la lutte des classes distribue si bien les rôles au syndicat et au parti, c'est qu'elle est réformiste et en fait découpe en morceaux la lutte des classes elle-même. Ainsi elle envisage le passage au socialisme comme un « processus » long comportant notamment deux « ruptures » importantes : d'une part la prise du pouvoir par les élections (et en cela la direction de la CFDT ne diffère en rien des voies de passage proposées par l'Union de la Gauche), d'autre part, le développement d'un mouvement de masse impulsé par les syndicats. Au contraire les marxistes révolutionnaires pensent que lors d'une crise pré-révolutionnaire comme mai 68, les travailleurs doivent s'auto-organiser, élire des comités de grève, des comités d'usine, refaire marcher les usines pour eux, ouvrir ainsi une crise révolutionnaire où s'affrontent deux pouvoirs, le nouveau pouvoir des travailleurs qui s'étend à l'ensemble du pays et le vieux pouvoir de la bourgeoisie réduit à « une bande d'hommes armés » que les travailleurs doivent désarmer en s'armant eux-mêmes !

C'est pourquoi nous pensons que ce qui a manqué fondamentalement en mai 68 ce n'est pas un accord avec le PS comme le dit Georges Séguy ni une gauche non communiste plus forte comme le regrette la direction cédétiste, mais un parti révolutionnaire capable d'impulser des milliers de comités de grève, comités d'usine, comités de quartier... Si nous insistons tant dans notre propagande pour l'élection de comités de grève structurés pendant les grèves ce n'est pas pour « manipuler les travailleurs au service d'objectifs particuliers » comme l'insinue gentiment la direction CFDT, c'est d'abord parce que c'est plus efficace qu'un cartel de « responsables syndicaux » marchandant en secret (Séguy lui-même dénonce dans son livre sur mai 68 les marchandages sordides qui se sont déroulés à Grenelle dans le dos des travailleurs où furent

N'EN
JETEZ
PLUS !



« oubliés » l'abolition des ordonnances sur la sécurité, l'échelle mobile...). C'est ensuite parce que les comités de grève sont l'embryon du futur pouvoir ouvrier... Voilà d'ailleurs pourquoi les patrons font tout pour ne pas les reconnaître et pourquoi d'après la loi bourgeoise seuls les syndicats ont le droit de négocier... et aussi pourquoi les bureaucrates sont si violemment opposés à l'élection d'authentiques comités de grève démocratiques, si soucieux qu'ils sont de respecter la « légalité » !

Divisions politiques, unité syndicale !

Nous savons qu'il existe au sein de la classe ouvrière diverses opinions politiques et cela est normal. Nous pensons que même après la révolution socialiste, il peut exister encore plusieurs partis ouvriers se réclamant de la nouvelle société mais divergeant sur les orientations pour la construction du socialisme.

Mais nous n'acceptons pas que cette division politique entraîne une division de la classe ouvrière dans sa lutte quotidienne contre le patronat. Nous n'acceptons pas que des divisions sur les voies de passage au socialisme et la conception du socialisme entraînent la division syndicale. Dès lors s'il est normal qu'il y ait dans un syndicat de masse plusieurs courants politiques il ne s'agit pas de se voiler la face, mais de répondre concrètement à la question : comment doit être organisé le débat afin que cela soit profitable à tous les militants du syndicat membres ou non d'une organisation politique et finalement profitable à l'action ?

Il ne s'agit pas de transformer le syndicat en un champ clos d'affrontement de fractions politiques débattant de l'ensemble de leurs positions politiques, il s'agit de savoir si par exemple le débat fondamental sur les comités de grève peut être mené au besoin par textes contradictoires tirant le bilan d'expériences et au besoin donnant lieu à des résolutions contradictoires dans tel ou tel congrès afin que tous les syndiqués puissent participer et trancher clairement le débat. Nous ne sommes pas pour des tendances ressemblant comme deux gouttes d'eau à un parti politique. Nous sommes pour des tendances définies sur des programmes d'action précis, élaborés au sein du syndicat.

Le document de « Syndicalisme-Hebdo » fait allusion, en la déformant, à la polémique que nous avons avec Lutte Ouvrière sur les fractions et les tendances. Ce que nous reprochons à nos camarades de LO ce n'est pas d'avoir « provoqué une scission dans la CGT » à la CGCT comme le dit la direction CFDT, mais de n'avoir pas assez lutté contre la scission syndicale provoquée par les militants du PCF qui avaient été mis en minorité dans la section syndicale sur l'augmentation égale pour tous. Bien sûr les militants du PCF tout comme les dirigeants CFDT prétendent ne pas être une fraction politique et sont contre le droit de tendance au nom de la démocratie et de l'efficacité dans l'action.

Finalement si on suit les directions de la CFDT et de la CGT il devrait y avoir autant de syndicats que de stratégies politiques. C'est pourquoi d'ailleurs les deux directions syndicales parlent beaucoup de l'unité mais ne font pas un pas vers la fusion syndicale. Au contraire nous pensons que l'unité syndicale CGT-CFDT serait dès aujourd'hui, malgré les différences des deux centrales, un stimulant considérable pour l'action autrement plus important que l'unité PC-PS. Mais si personne ne veut renoncer à ses idées dans le syndicat unifié, cela implique que soit reconnu le droit de tendance, c'est-à-dire que la fraction du PCF accepte qu'il y ait une tendance minoritaire et que la fraction Maire accepte qu'il y ait des courants politiques diver-

gents dans le syndicat. En effet, autour d'Edmond Maire s'est constituée une « fraction » politique de plus en plus homogène. Ses références au courant gauche du PS et au PSU-Rocard sont de plus en plus nettes. Maire appelle à renforcer le courant socialiste non-communiste désignant de façon à peine déguisée le PS et le PSU-Rocard. Il précise même que l'opposition de son courant politique avec le communisme remonte à la scission de Tours en 1921.

Qui manipule ?

Nous ne reprochons nullement à la direction Maire d'être une fraction politique. Nous lui reprochons de manipuler le syndicat en déformant les positions de ceux qui ne sont pas d'accord avec son orientation et finalement en poussant à l'exclusion des militants révolutionnaires.

Que « Syndicalisme-Hebdo » prétende qu'« il y aurait beaucoup à dire des conceptions d'Alain Krivine sur l'autogestion » mais qu'il n'en dise pas un mot (pas même que la Ligue Communiste a publié une brochure, un livre, des articles sur l'autogestion), cela c'est tronquer l'information !

Que la direction de la FUC ne soit pas d'accord avec la Ligue Communiste, cela est son droit, mais qu'elle déforme nos positions en laissant entendre que la LC demande à être représentée en tant que telle dans toutes les instances syndicales, cela c'est une calomnie !

Que des dirigeants CFDT publient un Bulletin interne de la LC assorti de leurs commentaires, cela est leur droit (B.I. d'ailleurs parfois distribué fractionnellement de la main à la main !), mais qu'ils ne diffusent pas de la même façon le texte de la LC spécialement écrit sur le problème des fractions et des tendances à la demande de la CFDT, cela c'est une manœuvre fractionnelle !

Que A. Lepert, responsable CFDT de la métallurgie rouennaise, membre du PSU, ne soit pas d'accord avec les militants CFDT de Baroclem, cela est son droit, mais que des dirigeants CFDT refusent de tirer un tract de la section, puis dissolvent la section, puis excluent un militant estimé des travailleurs dans l'entreprise en le dénonçant nominalement par tract, sans qu'à aucun moment la section puisse s'expliquer dans le syndicat, cela c'est de la répression bureaucratique (précisons encore une fois qu'il n'y a pas de militants de la LC à Baroclem et qu'il ne s'agit pas de défendre notre « boutique »).

Que la direction CFDT critique les groupes d'extrême-gauche, cela est son droit, mais qu'elle pratique l'amalgame en expliquant que ces groupes « développent l'anticommunisme et l'anticégétisme » (étonnante critique pour ceux qui contre l'intérêt de la classe ouvrière ont refusé de participer à la manifestation du 29 mai 68 et plus récemment du 7 juin 72), ou « ont trop tendance à tomber dans le piège des provocations policières »..., elle montre finalement que face aux révolutionnaires elle a une attitude certes plus subtile mais dans le fond assez semblable à celle de la fraction stalinienne qui traite les révolutionnaires plus souvent d'anticommunistes ou d'agents du pouvoir !

Dès lors il n'est pas étonnant de voir les exclusions de militants révolutionnaires se multiplier à la CFDT... après les « cent fleurs », la « normalisation » !

colloque sur l'autogestion

Le 20-21 janvier, aura lieu un colloque sur l'autogestion organisé par 5 revues « Objectif Socialiste », « Autogestion », « Economie et Humanisme », « Politique Aujourd'hui », « Critique Socialiste ».

Une série d'organisations ont donné leur accord à la préparation de cette rencontre : CIC, AMR, PSU, certaines fédérations CFDT, GAM, Ligue Communiste...

Toutes les organisations syndicales et politiques de gauche et d'extrême-gauche y sont invitées. Cette rencontre se déroulera autour de bases de travail :

- autogestion et luttes actuelles
- autogestion et pouvoir d'Etat
- autogestion et transformation des pouvoirs sociaux.
- autogestion et entreprises .



exclusion de 5 militants CFDT à la CAF

Dans le prochain numéro de Rouge, nous répondrons à une lettre envoyée par la fédération CFDT de la Sécurité Sociale, tentant de justifier les exclusions.

R. YVETOT



Bidonville de travailleurs immigrés devant l'église de Fos sur mer.

photo Michel PUECH



RÉSIDENTS DE FOS SUR MER
TOMBANT SOUS LE COUP DU
RÈGLEMENT INTÉRIEUR.

fos sur mer

une grève par semaine

La construction de la « zone » industrialo-portuaire de FOS lancée à grand fracas de propagande du gouvernement se poursuit aujourd'hui plus discrètement après les marchandages financiers avec Usinor... et après le conflit qui a opposé les maires communistes au gouvernement ; et ce dans un climat social « tendu » où les travailleurs défendent chèrement leurs conditions de travail et de survie.

FOS aujourd'hui c'est :

- partout les chantiers : Solmer, Esso, Kuhlman, pour ne citer que les plus grands ;
- 15 000 travailleurs regroupés dans la ZIP. 50 à 60 % sont des travailleurs immigrés ; 20 % environ viennent de Lorraine et du Nord ;
- il y a seulement quelques grosses entreprises du bâtiment (SGE, GTM pour Solmer) qui emploient au moins 2 000 travailleurs... Mais la moitié des ouvriers est employée par 4 ou 500 entreprises sous-traitantes ! Résultat : des statuts très variés et différents !
- les salaires sont relativement élevés pour la région vu les besoins de main d'œuvre et les conditions de

travail particulièrement pénibles :

* semaines de 50 h au moins, dans la poussière et le sable, dans la boue quand il pleut... et en plus parfois jusqu'à 3 h de transport par jour !

* absence totale de conditions de sécurité, dizaines de morts depuis le début des travaux, les accidents du travail sont eux aussi planifiés par les patrons !

* la pénurie de logement est telle que l'on vient parfois travailler depuis Avignon : 2 000 travailleurs sont logés en caravane, 2 700 parqués dans des cités pour célibataires (cf. règlement en annexe). Les quartiers insalubres d'Istres Martigues, Port de Bouc, deviennent surpeuplés et le prix des loyers exorbitant quand on trouve quelque chose !

Une grève par semaine !

Dans ces conditions les luttes se succèdent. Dans cette région où le PCF est particulièrement implanté, les travailleurs de FOS n'attendent pas une hypothétique victoire de l'Union de la Gauche pour voir leurs conditions de vie et de travail s'améliorer ! Au chantier Solmer, 8 000 ouvriers, grève de 3 semaines en décembre 71, 15 jours en juin 72 ! En moyenne une grève par semaine dans tous les chantiers depuis le début des travaux !

Le PCF tient les mairies avoisinantes de Port de Bouc, Martigues, Port Saint Louis... mais il n'intervient que par la CGT, seul syndicat des chantiers. Mais le syndicat est peu structuré, n'a aucune vie interne, et souvent la fraction PCF est débordée dans les luttes. - Au chantier Solmer, une proposition de délégation à la direction contre les accidents est transformée par l'AG des travailleurs en une manifestation massive (1 500 personnes) jusqu'aux bureaux administratifs distants de plusieurs kilomètres aux cris de « Solmer assassin ».

- Dans la plupart des grèves les piquets de grévistes interdisent l'entrée du chantier ; à plusieurs reprises la circulation a été bloquée pour faciliter l'information de la population et des autres travailleurs ; des manifestations ont été formées, des collectes de solidarité effectuées...

- Le 21 novembre 72, une journée de grève d'avertissement voit les piquets de travailleurs bloquer les bureaux et « bousculer » la direction qui tentait de forcer le passage.

Après la mort dans l'entreprise Trindel d'un ouvrier algérien, 200 travailleurs en majorité immigrés manifestent à FOS et vont à la gendarmerie exiger l'ouverture d'une véritable enquête ! Parmi eux un animateur de foyer et des moniteurs d'alphabétisation. Les patrons exigent alors de la préfecture leur licenciement ! Deux mois plus tard l'Administration leur propose un contrat de travail stipulant entre autre chose que « dans l'éventualité d'un conflit qui opposerait les travailleurs hébergés (dans les cités) soit aux employeurs, soit aux responsables de la gestion des cités... les animateurs doivent s'abstenir de toute intervention directe dans le conflit ».

Face au refus de signer un tel contrat, un aménage-

ment est obtenu pour les moniteurs, mais pas pour les animateurs. L'un d'eux, Daniel, ayant refusé le contrat est considéré comme démissionnaire. Il refuse la décision et continue son travail !

Les 1 500 travailleurs en majorité immigrés de la cité de la Courbedonne sont décidés à le soutenir. Dans un premier temps des centaines de pétitions sont signées... la CFDT bien que très minoritaire décide de mener activement la lutte. Les dirigeants CGT préfèrent se taire prudemment, bien contents d'être débarassés d'un « gauchiste ».

pétition rédigée par des travailleurs immigrés

Nous travailleurs de la Courbedonne nous voulons que Daniel notre camarade reste avec nous. On a l'habitude de lui, on n'en veut pas un autre parce qu'il reste avec nous le samedi et le dimanche même les jours de fête. Il est gentil avec tout le monde, il est sérieux. Il est toujours là quand on a besoin de lui, il écrit les lettres pour la famille, c'est notre frère. On n'accepte pas un autre qu'on ne connaît pas ou qui viendrait seulement pour l'argent, si un autre vient à sa place on ne le laisse pas entrer, on ne s'occupe pas de lui. S'il y en a d'autres à l'extérieur de la cité qui sont d'accord ils n'ont qu'à signer avec nous.

A l'exploitation sur les chantiers, les travailleurs ont déjà répondu par la lutte. A la tentative du patronat de contrôler les travailleurs en dehors des heures de travail, la riposte est déjà engagée ! La lutte dépasse largement le soutien aux animateurs et moniteurs qui refusent le rôle de flic qu'on veut leur faire jouer ! La bataille qui s'engage maintenant va plus loin : il s'agit de transformer les cités dortoirs, en lieux de discussion. Déjà les cités fournissent les gros bataillons pour les piquets de grève. Il faut conquérir le droit de tenir des réunions syndicales ou politiques, la liberté de diffuser tracts et journaux !

Dans l'immédiat, nous exigeons la réintégration de Daniel ! S'il est vidé c'est parce qu'il a choisi notre camp, celui des travailleurs en lutte contre l'exploitation capitaliste.

Face aux patrons de choc de la Solmer qui gèrent la cité et à leurs flics, les pétitions ne suffiront pas ! La bataille sera dure, mais plus que tout autre, les travailleurs de FOS n'ont à perdre que leurs chaînes ! Réintégration immédiate de Daniel ! Liberté d'expression syndicale et politique, droit de visite dans les foyers !

le 7.1.73

Correspondant

pas de politique

Extraits du règlement intérieur de la Cité de la Courbedonne à FOS :

article 2 : Seuls, les bénéficiaires d'une chambre et le personnel de service sont admis dans les bâtiments. Tout occupant, recevant ou hébergeant une personne sans autorisation sera exclu ...

article 3 : ... En cas de manquement grave à la discipline, outre son exclusion du village, le contrevenant pourrait être licencié de son entreprise. (...)

article 10 : Les jeux de hasard et d'argent, les réunions politiques ou religieuses, les distributions et affichages de tracts, les ventes de journaux, les quêtes, souscriptions, collectes... sont interdits sauf autorisation spéciale du Gérant.

Extraits du projet-type de contrat entre l'association FOS-APHEP et les animateurs :

article 3 : 1. (...)

2. Les animateurs s'engagent à ne faire dans l'exercice de leurs fonctions aucune propagande sous quelque forme que ce soit. Par ailleurs, ils s'engagent à respecter pour toutes les questions concernant les travailleurs résidant dans les cités, une stricte neutralité en matière morale, politique et syndicale et à s'abstenir de toute prise de position dans ces domaines. Dans l'éventualité d'un conflit qui opposerait les travailleurs hébergés soit aux employeurs soit aux responsables de la gestion des cités soit aux organes administratifs de l'action, les animateurs doivent s'abstenir de toute intervention directe dans le conflit. Dans tous les cas ils ont la possibilité de transmettre leurs observations éventuelles par la canal des organismes institutionnels intéressés.



Après le passage des flics à Mammouth-St Brieuc, venus pour rétablir la «liberté du travail»!



Contre la pollution, la bourgeoisie propose...le masque à gaz!

Honeywell Bull 4ème semaine de grève

La lutte à Honeywell, commencée avant les fêtes risquait (tel était l'espoir de la Direction) de pourrir très vite. De fait, malgré les différences des mots d'ordre dans les centres et même dans les « chaînes » d'un même centre, le fait saillant c'est que la grève de jour en jour s'est renforcée. Mais la diversité des modalités (la grève reconductible de 24 heures, l'arrêt de deux heures à Bobigny, à St Ouen par exemple) pose dès le début de cette semaine le problème de la généralisation de la grève reconductible à tout le trust.

Les revendications: le coup d'envoi à Angers:

Dans une première lutte, le personnel d'Angers avait obtenu une « prime de fin d'année de 400 F » généralisée à tout le trust. La revendication de départ était loin d'être satisfaite. Chez IBM existe un 14ème mois, à CJJ un 13ème mois ainsi que chez Dassault, chez Honeywell, la philosophie de la Direction de combat tient dans une phrase du PDG: « les augmentations individuelles sont faites pour rétribuer les résultats que chaque personne a obtenu dans son travail ». C'est donc le règne de la tête du client puisque le PDG insiste sur le fait que « l'augmentation au mérite devra apparaître plus fortement et permettre à chacun de situer son effort ». Rien de plus clair!

Donc les travailleurs ont situé les responsabilités: sur le calcul de l'évolution des salaires, en se servant même de l'indice truqué des 295 postes, le retard accumulé du pouvoir d'achat représente la revendication mise en avant: 1 500 F pour tous, tout de suite comme rattrapage du pouvoir d'achat pour 72. La revendication logique du 13ème mois fin 73 est également avancée.

Pour empêcher la lutte, le patron a trouvé: il coupe le téléphone!

Le 4 janvier, les arrêts de travail, grève reconductible se poursuivent à Lille, Caen, Dijon, Besançon, Auxerre, Reims, Troyes, Clermont, Va-

lenciennes, Marseille, St Etienne, Grenoble, Lyon, Brest, Paris, Landerneau, Niort, Bordeaux, Montpellier, Toulouse pour le service entretien-clients, 4 secteurs sont en grève illimitée, Metz, Nancy, Poitiers, Limoges. Sur Paris au siège Gambetta, différentes unités sont en grève illimitée dont « entretien clients » depuis la semaine dernière. L'assemblée générale de mercredi 3 janvier enregistrait l'extension du mouvement (facturation, différentes lignes d'ordinateurs etc...). L'occupation active de l'école Jaurès (dans le 20ème) est décidée par les techniciens entretien-clients. Devant ce durcissement, la Direction... coupe le téléphone, immédiatement rétabli par les grévistes qui occupent le standard! La Direction fait alors débrancher les lignes par les PTT!

La manifestation Gambetta-Sentier le soir est un réel succès: la lutte continue.

Les formes de la lutte: comité de grève par « lignes », comité de grève central.

Tandis que la Direction plaque des fiches d'information... totalement inutiles, la grève s'est structurée de jour en jour, mais inégalement. Les différents services en grève au Siège, décident en assemblée générale des formes de lutte et plusieurs d'entre eux ont élu un comité de grève, comprenant des syndiqués, des délégués syndicaux, des inorganisés. La coordination de ces comités réalise le comité de grève du Siège-Gambetta responsable devant les grévistes. La semaine dernière, il engageait la bataille pour sa reconnaissance par la Direction, organisant une commission solidarité et informant l'ensemble des travailleurs du déroulement de la lutte, la liaison avec la presse, la rédaction du matériel. Le 5 janvier, le comité de grève, dans un tract précisait que la grève illimitée s'étendait à toute la France, appelant à manifester dans la rue pour populariser les luttes en cours: Le comité de grève de Neuilly (arrêté depuis le 28 décembre) publiait la liste alphabétique des jaunes et leur posait la question: accepteriez-vous de travailler en 3x8 pour remplacer en temps normal un opérateur malade avec son salaire?

Aujourd'hui se pose la question, que va faire la Direction? Elle se voit contrainte de reconnaître la dynamique du mouvement, que rien n'a ralenti de-

puis le début (le ralliement lundi de la CGC à la revendication du 13ème mois est assez révélatrice!). Les travailleurs d'Honeywell-Bull ont jusqu'ici su écarter tout ce qui risquait de limiter ou d'atteindre l'extension de leur mouvement. Leur expérience de comité de grève responsable devant tous les grévistes en a été l'élément déterminant. *Soutien aux travailleurs d'Honeywell-Bull en lutte!*

Le 9.1.73

Correspondants

Dernière minute: le centre de Bobigny (pièces détachées et réparations) a décidé mardi la grève illimitée avec occupation jour et nuit. Un comité de grève organise la mise en place des piquets de grève.

Un appel du personnel de St Ouen, Avron, Angers, Belfort à la grève illimitée a été lancé, le même jour par Gambetta, Neuilly et entretien-clients.

Halte aux licenciements arbitraires

A l'IMP Sées une dure lutte s'était déjà engagée:

- contre le licenciement d'un stagiaire

- pour l'embauche de personnel supplémentaire.

De fait, l'action menée à laquelle la Ligue Communiste avait pris une part active, s'est avérée extrêmement payante.

A l'échelle régionale, a été démontré une fois encore que seule la lutte paie!

A Saint Germain du Corbeis, ce sont les mêmes problèmes: patronat de choc, licenciements, menaces... syndicat maison FO, hommes de main aux allures singulièrement fascisantes: dénonciateurs de militants et de grévistes au patronat etc...

Depuis fin novembre, c'est la grève illimitée pour les revendications suivantes:

- 4 éducateurs d'internat supplémentaires

- 2 éducateurs scolaires et 2 éducateurs techniques supplémentaires

- Amélioration des conditions de travail

- Réintégration immédiate des psychiatres licenciés

La première revendication a été satisfaite au bout de 12 jours de grève! Pour les autres, les pa-

trons restent intransigeants! Ils ont compris que s'ils cèdent, ils créent un précédent qui porte un coup au « droit divin » de licenciement des patrons.

Au bout de 5 semaines de lutte, le comité de grève élu lance un appel à la création d'un comité de soutien: c'est un moyen privilégié d'établir un rapport de forces régional, voire national susceptible de faire céder le patronat!

A ce comité participe la CFDT (UD-UR), les sections SGEN, SNES, SNEP du lycée Marguerite de Navarre, la Ligue Communiste, le PS, le PSU.

Solidarité avec les travailleurs en lutte,

Réintégration immédiate des psychiatres licenciés

Le 9.1.73

Correspondant

A chacun son masque à gaz

Dans la zone industrielle de Venise, Porto-Marghera, le degré de pollution de l'atmosphère est tel que 50 000 ouvriers devront désormais porter un masque à gaz...

Non, ce n'est pas là un extrait de roman de science-fiction, mais une information citée dans « Le Monde » du 6 janvier.

D'après le quotidien, cela serait dû principalement au développement des industries chimiques du pétrole et aurait déjà provoqué plusieurs cas d'intoxication collective. Par ailleurs, d'autres ouvriers italiens bénéficieraient déjà d'un tel « équipement ».

Une telle information ne fait que confirmer les avertissements de tous les écologistes: le capitalisme est en train d'empoisonner l'homme et son environnement, l'air l'eau, les sols, les aliments etc...

DERNIERE MINUTE:
SAINT-BRIEUC, LE PATRON DE MAMMOUTH PORTE PLAINTES CONTRE 2 DELEGUES CFDT ET NOTRE CAMARADE RENARD DEJA TABASSE DEUX FOIS PAR LES FLICS LORS DE LA GREVE, MEMBRE DU SNES
MOTIF: « ENTRAVE A LA LIBERTE DU TRAVAIL PENDANT LA GREVE ».

Le cas de l'air est particulièrement dramatique. Car la pollution « visible » (dégagement des fumées d'usine, des pots d'échappement des voitures etc...), pour importante qu'elle soit, n'est peut-être pas la plus grave.

Plus dangereux à terme sont le déboisement systématique et l'empoisonnement des eaux (mazout, engrais chimiques, insecticides, pesticides...) qui suppriment ces « fabriques d'oxygène » que sont les plantes vertes et le plancton des mers.

La raréfaction de l'oxygène au-dessous d'un seuil tolérable, couplée à la présence dans l'eau de substances toxiques (plomb...), est donc un danger bien réel. Il est significatif que la seule « solution » que propose le capitalisme soit le masque à gaz!

C.T.

Cégédur Rives de Giers

6ème semaine de grève.

Au niveau régional, la solidarité se développe...

Un nouveau comité de soutien a été créé à Saint Etienne avec la CFDT, le PSU, La Ligue Communiste...

Plus que jamais, la solidarité financière est indispensable.

Nouveau CCP:

Comité CGT, CFDT, CFTC
CEGEDUR

05-25. 3365000



photo GAMMA

Nicole Mercier et « Le Tract ! »

Avortement : le procès d'une loi

Bobigny a été le premier grand coup porté à la loi de 1920. Pour la première fois les inculpées ont relevé la tête, ont refusé la honte, n'ont pas imploré l'indulgence d'une justice au seul service des privilégiés.

Au contraire, elles ont porté l'accusation contre les vrais coupables : le pouvoir capitaliste, — les conditions de vie et d'exploitation qui ne permettent pas de choisir d'avoir un enfant ou pas, l'absence d'équipements sociaux,

— les conditions dans lesquelles les femmes sont contraintes d'avorter, clandestinement, au risque de leur vie, de leur santé, de leur liberté.

Elles ont fait le procès d'une loi et d'une justice de classe où l'on inculpe des travailleuses, quand on laisse les plus fortunées avorter à l'étranger en toute sécurité et toute impunité.

Devant l'accusation, répercutée dans la presse, dans la rue ; devant le secret brusquement levé du huis clos et des débats judiciaires, dont les magistrats se sont toujours peureusement entourés en matière d'avortement, à l'heure où le syndicat des magistrats lui-même dénonce le caractère de classe du droit qu'ils appliquent, la « justice » de Bobigny, désorientée, a inversé les plateaux de la balance.

Ce jugement de désarroi, pour autant que nous en récusions y compris les peines symboliques, est cependant un acquis, une brèche que nous ne devons pas laisser colmater. Chaque nouveau procès doit être l'occasion de l'élargir encore.

A Tours, c'est le procureur lui-même, c'est à dire l'accusation, qui a demandé l'indulgence au regard du précédent de Bobigny, contre le juge qui a refusé que le procès de Marie-Claire fasse jurisprudence. Ce précédent, nous l'imposerons en appel !

A Angers, c'est la peur d'une nouvelle « affaire » qui a dominé. Voilà un procès dont on a exclu les avortées elles-mêmes... parce qu'elles sont 60 ! Un procès dont on a exclu une partie des inter-

médiaires, notamment un prêtre. Ces inculpations discriminatoires, ces procès honteux, étouffés, n'éviteront pas le « scandale ».

Nous ne laisserons pas la « justice » tenter de conforter un cocon douillet de secret et de silence pour redonner vie à la loi de 1920.

Organisons la campagne de dénonciation ! Participons et soutenons les groupes Choisir de défense des inculpés !

A Nancy, c'est une nouvelle brèche qu'il faut ouvrir contre la loi de 1920 : contre l'accusation d'avortement par délit d'intention. Une mineure est placée sous surveillance judiciaire, ses amis condamnés durement pour lui avoir administré un produit non abortif par piqûre, alors qu'elle se croyait enceinte, mais ne l'était pas. Leur unique tort est d'avoir eu l'intention de provoquer un avortement !

Développons les campagnes locales de dénonciation de la loi de 1920, imposons son propre procès partout où la justice prétend encore l'appliquer. Participons aux groupes de défense de Choisir !

Pour l'abrogation de la loi de 1920 ! Pour l'avortement gratuit sur simple demande !

Pour l'éducation sexuelle et des centres de contraception gratuits pour tous !

Laurence Martin

Affaire Mercier : outrage... à la pudeur ou aux enseignants

Nicole Mercier bénéficie d'un non lieu parce que « le doute sur l'intention délibérée d'outrager la pudeur de l'auditoire persiste », après l'enquête effectuée par la justice. Faut-il, comme les fédérations des parents d'élèves Cornec et Armand, se féliciter de cette décision ?

Les attendus du non-lieu ne manquent pas de saveur et sont clairs quant au fond : il ne s'agit « ni d'un désaveu des réactions des parents légitimement indignés, ni d'une reconnaissance d'un droit quelconque à tenter de pervertir la jeunesse ». Que ne s'y méprennent pas tous ceux qui auraient l'intention de poursuivre, sous quelque forme

que ce soit, l'action entreprise par le Dr. Carpentier ! La justice, elle, poursuivra alors sa mission de maintien de l'ordre moral.

Nicole Mercier est innocente en ce sens que la lecture du tract en classe était motivée... très conjoncturellement, il faut le préciser : « en raison du trouble que la publicité antérieure faite à ce tract avait créé dans certains esprits ». Et d'ailleurs, son innocence n'exclut pas qu'elle a appliqué en l'occasion « une méthode pédagogique certes particulière ». Innocente ? peut-être pas tout à fait !! Au Rectorat d'en juger...

Rendons à César ce qui appartient à César !

Si la justice a dû reculer, c'est à cause de la mobilisation à Belfort et ailleurs ; si le rectorat a reculé une première fois en faisant réouvrir sans condition les lycées de Belfort, c'est face à l'extension de la riposte lycéenne. Cette victoire est celle du mouvement lycéen qui a mis en échec, ici, la circulaire Guichard.

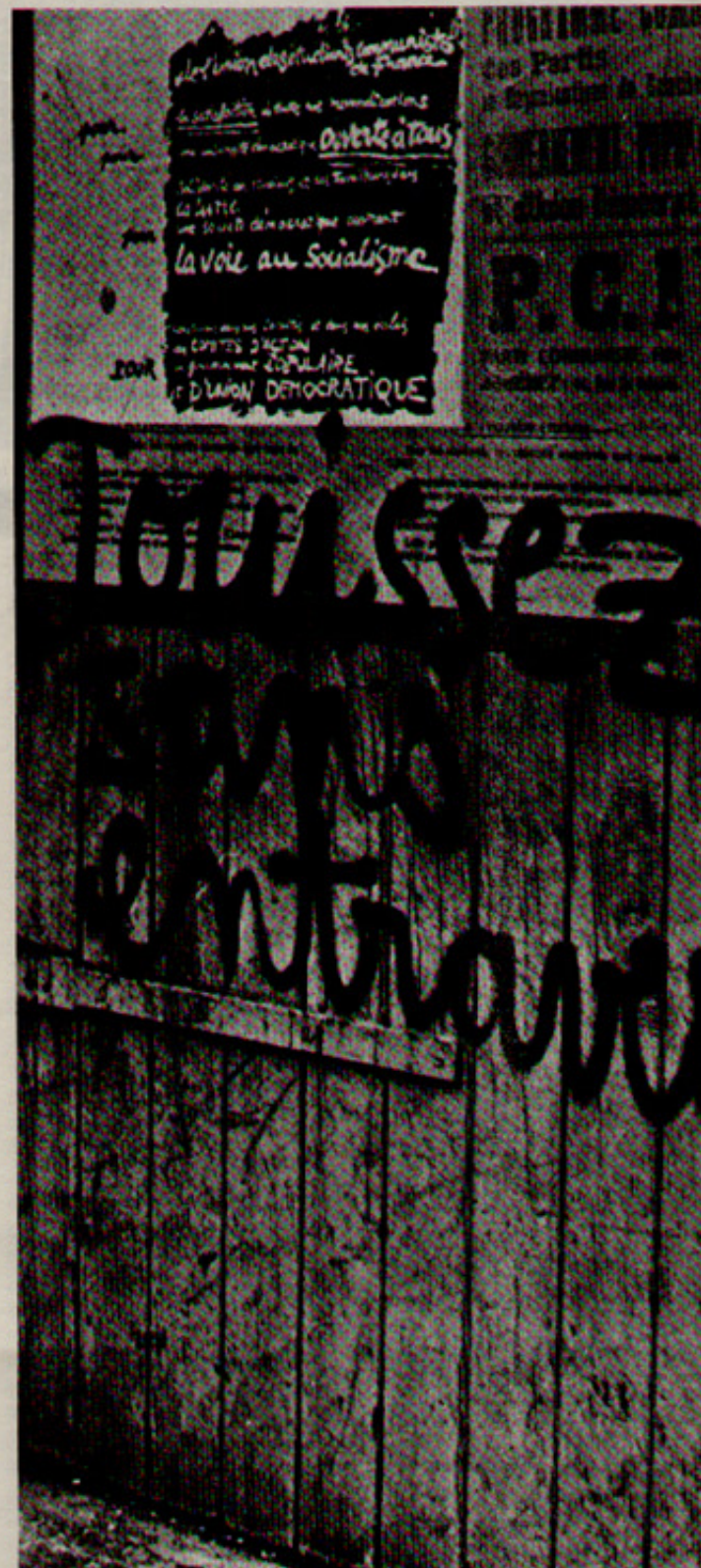
Si le Ministère de l'Education Nationale fait figurer pour la rentrée 73 des cours d'information sexuelle, ce n'est pas parce que Neuwirth a tempêté mais parce qu'ont été organisées des mobilisations autour de Carpentier, Marie-Claire, N. Mercier, suivies par les prises de position, maintenant multipliées, de médecins et avocats au fait de l'ignorance suicidaire de leurs clients.

Ce n'est qu'un début

« Protéger par la loi les enseignants contre toutes interventions intempestives du code pénal » (communiqué FEN) n'est pas suffisant. Le Ministère de la Justice a transmis le dossier au Ministère de l'Education Nationale : l'ambiguïté de la défense syndicale qui s'est cantonnée à dénoncer le déni de justice, sans jamais lutter pour la liberté pédagogique, laisse toute latitude à l'Education Nationale pour utiliser ses armes légales : nouveaux statuts (passés sans qu'une riposte syndicale de masse soit organisée), mouvement des Adjointes d'Enseignement (catégorie de N. Mercier) dont la gestion relève du Rectorat académique. Pour que N. Mercier ne soit pas sanctionnée pour outrage à la « mission enseignante », restons vigilants !

La lutte contre la répression sexuelle continue : que le procès Carpentier soit l'occasion de la développer !

E. Solaise



apprenons à faire l'amour

Le docteur Carpentier a été suspendu pour un an par le conseil de l'Ordre des Médecins. Depuis, il plane, il a rencontré des gens qui prenaient eux aussi du plaisir à faire l'amour et ensemble ils ont écrit un petit bouquin pour remplacer le tract qui faisait des petits dans tous les lycées de France. Dedans, il y est suggéré que les membres du Conseil de l'Ordre se masturbent, comme tout le monde. C'est pourquoi il risque d'être interdit. C'est donc pourquoi il n'est pas mauvais de le faire circuler. C'est enfin pourquoi il est bon d'être attentif au jugement qui sera rendu lors du procès de Carpentier pour « outrage aux bonnes mœurs ». La bataille contre la répression sexuelle n'est pas une bataille contre des moulins à vent ou des survivances d'un autre âge. Jusqu'à présent en France, la modification des lois sur les « délits »

sexuels s'est presque toujours faite dans le sens d'une aggravation des peines. Dans sa marche à l'Etat fort, la bourgeoisie s'accroche à toutes les formes d'embrigadement et de répression de la jeunesse et il serait illusoire de compter sur une libéralisation automatique, « à la scandinave », des lois sur l'avortement, le contrôle des naissances ou l'homosexualité. La création d'un Institut de Sexologie à Tours donne une idée de ce qui peut germer dans la tête des libertins qui nous gouvernent.

Ce qui est visé dans le geste « obscène » du docteur Carpentier, ce n'est pas tellement le fait d'avoir dit aux lycéens de Corbeil qu'ils avaient un sexe. C'est de leur avoir dit qu'ils pouvaient s'en servir et qu'ils n'en auraient pas pour autant, comme sur les joyeuses lithographies des manuels spécialisés, qui un chancre syphilitique sur la verge, qui un vagin purulent. De quoi porter plainte effectivement.

On pourra chicaner sur le vocabulaire choisi du petit bouquin. Tel quel, c'est encore de la dynamite dans les lycées. Mamins de Corbeil et d'ailleurs, rentrez vite vos petits moutons.

L'H.

URSS

à quand le procès de Piotr Yakir ?

Les difficultés économiques se multiplient, le mécontentement s'accumule, la colère risque d'éclater brutalement... Les caractéristiques de la période actuelle en URSS expliquent la répression féroce de l'opposition en 1972. De l'« opposition démocratique » comme de celle qui traverse les républiques nationales : arrestations et perquisitions se multiplient, condamnations et internements psychiatriques se succèdent. A Kamas et Dnieprozhink, la milice a tiré sur des manifestants.

L'opposition démocratique a accusé durement les coups de boutoir de la répression. Nombre se découragent, d'autres, comme Soljenitsyne, se plongent dans une débauche de mysticisme, quelques uns enfin se livrent à un anti-communisme ouvert. L'opposition démocratique est en crise parce que son combat exige une certaine marge de manœuvre face à la bureaucratie. Luttant pour les libertés élémentaires, garanties par la constitution soviétique (droit de parole, de presse, de réunion), elle connaît un développement important au cours des années 60, à partir du procès des écrivains Siniavski et Daniel. Par des pétitions, par des appels à l'opinion mondiale (ainsi lors de l'internement de Jaurès Medvedev les savants se mobilisèrent), elle regroupe les différentes tendances de l'intelligentsia au sein d'un large front. Par sa nature même, elle se trouve désemparée, c'est le cas aujourd'hui, dès que la bureaucratie opte pour une répression systématique, arrêtant un à un les principaux porte-paroles de l'opposition : Grigorenko, Gostonevskaia, Amalrik, Iakir, Boukovsky. C'est ce contexte qui permet de comprendre « l'affaire Iakir ».

Né en 1923, Piotr Iakir est le fils du général Iona E. Iakir, exécuté par Staline. Il a passé 17 ans, de 1937 à 1954, dans les camps et les prisons stalinienne. Un des membres les plus actifs du comité d'action pour la défense des droits de l'homme en URSS, il fut arrêté le 21 juin 1972 et maintenu depuis en détention préventive. Aujourd'hui, il semble certain que le KGB a réussi à le briser complètement.

Iakir se serait finalement reconnu coupable de tous les crimes que lui dictait le KGB. Ces « confessions » en main, le KGB aurait l'intention d'organiser un procès à grand spectacle, n'ayant rien à envier à ceux des années 30, où Iakir jouerait l'opposant repentant. Les « aveux » de Iakir n'intéressent pas le KGB, qui n'espère abuser personne, mais un tel procès aurait pour but de démoraliser l'opposition, d'abattre ceux qui après l'arrestation de Iakir avaient affirmé leur volonté de poursuivre la lutte.

La manœuvre est claire. Ce retour aux sinistres procès des années 30, aux confessions fabriquées, aux « aveux » arrachés, doit se retourner contre ses auteurs !



Manifestation des étudiants au Caire en Janvier 72.

libération des grévistes de l'usine sidérurgique d'Hélouan ; le départ de Sadate, représentant des différents secteurs de la bureaucratie d'Etat.

De 72 à 73, les deux révoltes étudiantes mettent le pouvoir en accusation devant le peuple. Elles prennent le relais des journalistes, accusés d'abandonner leurs revendications et d'abandonner la lutte contre le trust Al Ahras, dirigé par le redoutable Heykal. Le mouvement étudiant est l'unique force politique qui sans désemparer s'affronte politiquement, et physiquement, au pouvoir.

La République de Sadate n'a rien de cohérent à offrir aux masses comme aux étudiants. Dans le temps, Nasser les nourrissait d'illusions, mais il n'installait pas de commissariats de police dans l'enceinte universitaire comme le fait Sadate. Nasser avait imposé aux étudiants une organisation où ils étaient embrigadés. Depuis les étudiants ont compris que la défaite de 1967 était, en fait, celle de Nasser et de son régime.

Ensuite, ils ont compris l'impossibilité de lutter efficacement contre l'impérialisme sous le régime de Sadate. Pour atteindre cet objectif, Sadate doit partir. L'Egypte du successeur de Nasser est vouée à l'éclatement. Désormais des forces œuvrent à la construction d'une organisation révolutionnaire pour atteindre le socialisme. Ces forces communistes existent aujourd'hui, au sein des étudiants. Certes dans le mouvement étudiant il n'y a pas que des communistes. Selon une information du journal libéral An Nahar de Beyrouth, outre les communistes de tendances diverses, agissaient l'association « la foi », regroupant des frères musulmans et le comité des patriotes égyptiens, regroupant des nassériens. Ces derniers sont d'ailleurs niés par Sadate qui cherche à les écraser comme il le fit de l'organisation-mère, en limogeant Sabry, Charaf, Goma, patrons des organisations clandestines de Nasser.

Les éléments communistes qui agissent au sein du mouvement étudiant, par leurs mots d'ordre dépassent la problématique nassérienne. Les emprisonnés politiques, ouvriers, étudiants, avocats, journalistes, doivent être libérés. Exigeons la libération de Salah Issa, journaliste, d'Ahmed Fouad Nejm, poète populaire, de Mabil El-Hilari, avocat des étudiants, d'Ahmed Abdallah, président du comité national des étudiants lors du mouvement de janvier 1972, ainsi que de tous leurs camarades.

Khaled MAHMOUD

argentine grève de la faim des prisonniers politiques

Depuis le 19 décembre, les prisonniers politiques des prisons de « Villa Devote » et « Rawson » font la grève de la faim pour protester contre les conditions inhumaines de détention. Leur situation est grave, car cette grève se mène dans des conditions très pénibles : près de 20 % des prisonniers présentent des troubles psychiques dus à la répression des gorilles de Lanusse, trois ont déjà perdu la raison, 50 % souffrent d'affections intestinales.

A Villa Devote sont condamnées toutes les femmes accusées d'appartenir aux groupes de guérilla. Tout récemment, l'une d'entre elles fut condamnée à

perpétuité pour « adhésion mentale » dans l'affaire Sallustro, alors qu'elle était emprisonnée plusieurs jours avant la mort de Sallustro. Six d'entre elles sont emprisonnées avec leurs enfants, dont le plus âgé a huit mois !

La capitulation des partis politiques argentins officiels dans la lutte contre la répression et les conditions des prisonniers n'est plus à démontrer. Pour les militants péronistes de base, le retour de Peron s'est clairement dévoilé comme une opération de légalisation au sein du système du Parti Judicialiste. La direction péroniste a décidé de sacrifier les prisonniers politiques dont la moitié est faite de péronistes révolutionnaires. Si la peine de mort est officiellement abolie, en fait police et armée continuent de l'appliquer. La vie de ces prisonniers est en danger. Torturant, assassinant, Lanusse et le général Aufranc préparent à leur manière les « élections » de mars 1973.



Pour exiger d'Allende l'asile politique pour les révolutionnaires argentins.

Franco Marcellin : jusqu'où iront-ils ?

Après 23 jours de grève de la faim, le 9 janvier, José Torres, José Monserrate, Jesus Sebastian et Pedro Gallego n'avaient reçu aucune assistance médicale sérieuse. Très affaiblis, les trois premiers ont été transférés de la Santé à Fresnes ; mais malgré l'avis d'hospitalisation du médecin de la Santé, ils ont été enfermés dans des cellules qui ont tout d'un cachot.

Devant leur état de santé alarmant, Pilar Torres, la femme de José Torres a commencé à son tour une grève de la faim à l'archevêché de Paris, le 6 janvier. Ces quatre militants espagnols

sont aujourd'hui incarcérés depuis plus de cinq mois et pourrissent dans leurs cellules au nom de la chaleureuse amitié Franco-Pompidou. Par leur grève de la faim ils veulent obtenir leur mise en liberté ou l'ouverture d'un procès immédiat. Ils doivent obtenir satisfaction tout de suite. Il est inadmissible que Marcellin se sente à ce point les mains libres qu'il mette leur vie en jeu sur l'autel de la sainte alliance avec la dictature franquiste.

Il est grand temps de se mobiliser pour empêcher un dénouement criminel. Les comités de soutien constitués à Paris, puis à Toulouse, ont besoin que les organisations de gauche et d'extrême-gauche prennent enfin sérieusement en charge cette campagne.

Liberté ou procès immédiat pour les quatre !

Pour la défense des réfugiés politiques et des travailleurs immigrés : à bas la collaboration Franco-Pompidou !

égypte

les étudiants contre la république de Sadate

« Sadate, tu dois partir ». C'en est trop ! Cantonnés dans l'enceinte de l'université, les étudiants égyptiens, tant du Caire que d'Alexandrie, étaient sans réel danger pour le pouvoir. Mais avançant de tels mots d'ordre politiques, remettant directement en cause le pouvoir, en provoquant des manifestations de rue pour le début du mois de janvier, ils deviennent encombrants. Voilà pourquoi les successeurs de Nasser se sont empressés de parler de « complot ». Les étudiants qui, un an après la révolte de janvier 1972, ont occupé leurs amphithéâtres engageaient par des formes d'action inaugurées depuis les événements mondiaux de mai 68, la lutte contre le régime, et ne se contentaient pas d'attirer l'attention sur leur sort. Dans un pays où toute activité politique est annihilée par vingt ans de

paternalisme et de militarisme, leur mouvement prend valeur d'exemple. Le bonapartisme dans son expression nassérienne a paralysé toute potentialité révolutionnaire au sein de la jeunesse et même des autres secteurs de la population. La trahison des différents PC, leur auto-dissolution, leur capitulation devant le bonaparte ont par ailleurs entravé l'émergence d'un courant ne serait-ce que « critique » contre Nasser dans la jeunesse égyptienne.

Depuis la défaite nassérienne de 1967, cette jeunesse est le lieu privilégiée où s'expriment les contradictions du système. La mort de Nasser a libéré des forces qui n'ont pas connu les multiples défaites des organisations stalinienne de 1954 à 1965. Des forces qui n'ont connu que les promesses de Nasser et sa faillite en juin 1967. L'effet de la défaite fut autrement plus fort que celui des illusions nourries démagogiquement. Les promesses nassériennes ont rejoint les poubelles de l'histoire, la défaite face à l'impérialisme est cuisante ; par leurs revendications, les étudiants s'engagent dans une lutte anti-impérialiste effective. Ils exigent en effet les libertés, toutes les libertés, le soutien total à la résistance palestinienne ; la suppression des services secrets ; le rétablissement des travailleurs dans leurs droits ; la

notes internationales



GOLDA MEIR A PARIS, l'assassin vient sur

Le mardi 9 janvier, Mahmoud Hamchari, délégué de l'OLP à Paris, est mort des suites de l'attentat dont il fut victime en décembre dernier. Cet assassinat est, sans le moindre doute l'œuvre des services secrets israéliens : l'enquête de la police française le dit clairement, sans préciser quels services spéciaux. Trois jours plus tard, trônera à Paris, au Palais du Luxembourg, dans le silence feutré de l'Internationale Socialiste, Golda Meir, le chef des assassins d'Hamchari. La vague de terrorisme sioniste qu'a connue l'Europe ces derniers mois n'est pas en effet l'acte d'individus isolés. Elle a été lancée, organisée, décidée par le gouvernement israélien lui-même. C'est Golda Meir qui déclarait : « Nous traquerons les Palestiniens où qu'ils se trouvent ».

L'invitée de Mitterrand est aussi celle qui dirige la vague de répression contre tous les militants anti-sionistes juifs et arabes en Israël, vague sans précédent. La gauche israélienne connaît aujourd'hui la plus grande provocation jamais employée par le gouvernement. La découverte d'un soi-disant « réseau d'espionnage gauchiste » a permis aux autorités israéliennes d'entreprendre une grande opération contre l'ensemble de la gauche anti-sioniste.

Les premiers militants arrêtés sont d'anciens militants du groupe Katyen, qui créèrent l'organisation « Front Rouge ». Mais il ne s'agit pas là aussi d'un acte isolé mais bien d'une offensive globale contre la gauche israélienne. Elle frappe déjà le PC Israélien, particulièrement ses militants arabes (l'organisation sœur du PCF !), dont des militants sont sous les verrous, et certains même ont été torturés. Au même moment, l'allié Mitterrand reçoit Golda, qu'en pensent les militants du PCF ? ...

Il est clair que l'histoire du réseau apparaît comme une provocation. Cette attaque graduelle menace l'existence même d'organisations anti-sionistes en Israël. Le groupe Matzpen (OSI, marxiste) est le seul à faire front à la répression. C'est son avocat qui défendra les militants arrêtés. Matzpen a appelé à la solidarité internationale, qui peut briser cette offensive. D'ores et déjà, les sections de la Quatrième Internationale engagent des actions de soutien aux révolutionnaires israéliens.

Le chef des assassins d'Hamchari, celle qui dirige la répression en Israël et dans les territoires occupés sera à Paris ce week-end. Nous saurons la recevoir. Une manifestation unitaire est organisée à Paris, le samedi 13 après midi, pour affirmer notre soutien au peuple palestinien et en l'honneur de Mahmoud Hamchari.

Contre le terrorisme sioniste et la répression en Israël,
tous au meeting de la
Ligue Communiste
Dimanche 14 janvier
18 h 30. Mutualité. Salle B.



nouveau plan de terreur blanche en i editorial du numéro anniversaire du «Matzpen»

« Chasse aux sorcières » est une expression beaucoup trop faible pour décrire la campagne hystérique et maccartiste développée par la presse israélienne ces dernières semaines. Pour la première fois depuis la fondation de l'Etat, affirment les pisses-copies qui remplissent les colonnes des journaux, on a un exemple de collaboration active des Juifs israéliens à la lutte de libération nationale des Palestiniens. Il est évident que s'il ne s'était agi que d'arrestation d'Arabes, la presse et le public israéliens ne s'y seraient pas attardés. L'arrestation de centaines de « saboteurs et de terroristes » et leur emprisonnement pour de nombreuses années n'ont ému aucun et n'ont pas transpiré dans les colonnes de la presse ; mais le fait que des Juifs israéliens soient arrêtés et accusés par les autorités avec des arabes palestiniens, c'est ce qui bouleverse tellement toutes les composantes de l'establishment sioniste.

Les seules sources d'information que nous avons sur les faits qui ont été révélés sont le régime et ses instruments de répression, à savoir le Shin Bet (services de sécurité) et la police. Nous ne sommes pas prêts à accepter ces « faits ». Nous n'y croyons pas. En outre à la vue des contradictions flagrantes contenues dans les affirmations des différentes « sources bien informées » il est clair que les services de sécurité sont responsables d'une véritable provocation. Les agents du Shin Bet, ainsi s'en sont vantés les représentants de la police, se sont infiltrés dans le « réseau » dès le début et ont ouvert l'œil... vraiment !

Tout le monde sait que dans des cas semblables dans d'autres pays, lorsque les « agents de sécurité » s'infiltreraient dans des organisations extrémistes, ils ne se sont pas contentés du rôle passif d'« observateurs ». Au contraire ils y étaient les personnes les plus « extrémistes » qui fournissaient des « pièces à conviction » et créaient à partir de rien des « preuves » truquées, pour apparaître à la fin comme les principaux conspirateurs.

Et en Israël ? Nous avons connaissance au moins d'un provocateur juif qui durant des années a causé de graves torts aux organisations de gauche anti-sionistes. Il provoquait, appelait à l'« action » et accusait publiquement des camarades du Matzpen d'être des « agents du Shin Bet » et a semé la confusion chez de nombreux jeunes naïfs séduits par sa phraséologie « révolutionnaire ». Ces derniers mois il a été vu en

compagnie du « Front Rouge » et même à présent, alors que ses camarades se trouvent en prison, il continue à se promener librement, distribue des interviews aux journalistes et continue son sale travail.

C'est aussi d'un point de vue politique que nous rejetons la version des autorités qui accusent les emprisonnés de mise sur pied d'« un réseau d'espionnage » et de la préparation d'« actes de sabotage et terroristes contre de hautes personnalités israéliennes ».

Il est vrai que les conceptions politiques de « Front Rouge » sont différentes des nôtres : la discussion et la critique réciproque ont été publiées par les deux groupes dans leurs journaux respectifs. Cependant leurs conceptions politiques ont toujours été fondées sur le socialisme et le marxisme, et quelle que soit l'interprétation qu'on lui donne, un point de vue marxiste ne s'accorde pas avec l'« espionnage et le sabotage » — actes dont les autorités accusent les militants de « Front Rouge ».

Mais ceci n'est pas l'aspect fondamental du problème ; la question qui doit nous préoccuper est : le combat anti-sioniste concerne-t-il uniquement les arabes ? L'existence même de l'Etat sioniste est fondée sur la discrimination nationale. Après s'être édifié sur les terres des Palestiniens, après les avoir chassés, expulsés et transformés en réfugiés reclus dans des camps, l'Etat israélien maintient un régime dont l'élément fondamental a été et continue d'être la discrimination nationale entre Juifs et Arabes, contre les Arabes d'Israël.

Expropriations, expulsions, emprisonnement administratif, assignation à résidence, discrimination dans tous les aspects de la vie quotidienne, racisme ouvert ou camouflé, tels sont les aspects de la répression que les Arabes subissent en Israël.

D'après la logique sioniste de l'Etat sioniste, le fait même d'être Juif permet de jouir d'une certaine défense, même pour qui milite dans une organisation révolutionnaire. Les militants d'une même organisation sont traités différemment par les autorités suivant qu'ils sont Arabes ou Juifs. Le premier est assigné à résidence, arrêté ; le deuxième, libre. Il est permis à un Juif d'être opposé au régime jusqu'à une certaine limite. Car alors, l'appareil de répression se met en mouvement (qu'on se souvienne des ordres d'expulsion et des arrestations préventives appliquées aux Panthères Noires, les assignations à résidence et

les procès militaires appliqués aux ouvriers en grève — en se basant sur une législation d'urgence datant du mandat britannique). Et pourtant, cela n'est rien face à la répression qui frappe les Arabes participant au combat politique contre le régime. Il est bon de rappeler par exemple les 800 militants arabes du Rakah (PCI) qui furent assignés à résidence lors des élections de 1969, le fait également que la plupart des camarades arabes des organisations anti-sionistes sont assignés à résidence et limités dans leur mouvement. En un mot, ce qui est permis aux Juifs est interdit aux Arabes, même lorsqu'il s'agit d'organisations politiques anti-sionistes.

Mais que des Juifs qui sont nés et ont grandi en Israël, qui ont été nourris du venin sioniste et l'ont vomi, se lèvent et déclarent : « Assez d'Israël sioniste ! Nous en avons assez de la répression ! Notre devoir est d'abattre le régime sioniste qui a chassé et opprimé le peuple palestinien arabe et qui mène les Juifs israéliens au piège mortel d'une guerre perpétuelle contre les masses arabes ». Ceci, de par la logique raciste du régime israélien et de l'ensemble des sionistes, il est impossible de le faire admettre. L'idée même qu'il puisse exister un combat commun des Juifs et Arabes contre le sionisme expansionniste et oppresseur — et même sur une ligne politique erronée — leur provoque un choc. C'est ainsi que tous ensemble, les porte-paroles du pouvoir, les soi-disant « libéraux », les « valeureux défenseurs du sionisme de gauche », se sont élevés en clameur sur le fait que « des Juifs ont osé lever la main sur d'autres Juifs ». Toute la logique sioniste est renfermée dans cet espace, le racisme !

Les déclarations hypocrites des porte-paroles du gouvernement suivant lesquelles il ne faut pas généraliser ces actes isolés à l'ensemble des organisations de gauche ne sont certes pas dues à des sentiments libéraux et démocratiques. Ne tombons pas dans ces pièges. Ces manœuvres trompeuses des autorités ne viennent pas blanchir la gauche. Leur but est de présenter les juifs emprisonnés comme des « phénomènes marginaux ». En effet, sans cette « vérité » apparaît le terrible danger, la menace d'un combat révolutionnaire commun des militants juifs et arabes.

La violence des opprimés contre les oppresseurs est juste, c'est pourquoi nous la soutenons. Le combat contre le sionisme spoliateur et oppresseur est juste, aussi nous lui apportons notre soutien sans réserves.

HAMCHARI ASSASSINÉ

Les lieux de son crime



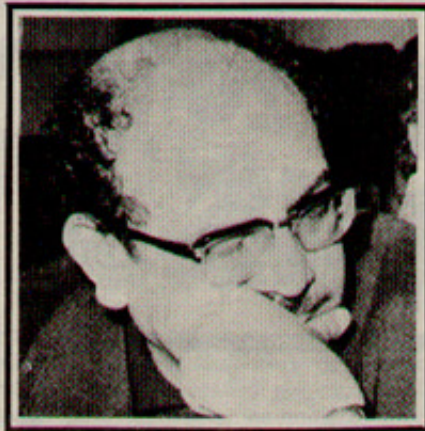
Israel

Mais toute voie juste n'est pas nécessairement une voie effective. Nous avons répété de nombreuses fois que la victoire du combat anti-sioniste sera le fruit de la lutte révolutionnaire, de la lutte consciente des masses juives et arabes pour un Orient arabe socialiste.

Aujourd'hui les masses arabes et à plus forte raison les masses israéliennes, sont loin d'une telle lutte. Face à l'arrogance du sionisme apparemment vainqueur, installé dans les territoires conquis et soutenu par la plus grande puissance impérialiste et face à un déclin de la conscience révolutionnaire dans la région, il ne fait pas de doute que des jeunes naïfs qui en ont assez des horreurs de l'expulsion, de l'oppression, cherchent des raccourcis et essaient de remplacer l'action consciente des masses par l'action des individus isolés. Mais tout raccourci freine en fait et est un obstacle au progrès de la véritable lutte anti-sioniste. Contre la violence d'un individu isolé, le régime sioniste l'emporte. Il peut non seulement faire échec à ces actions, mais aussi s'en servir dans son propre intérêt pour exciter le public contre la gauche anti-sioniste et renforcer les sentiments d'« union nationale ».

Tout autre en est-il de la violence révolutionnaire des masses contre les oppresseurs et leurs exploités. Contre elle, même le régime le plus fort est impuissant, serait-il doué des moyens d'oppression les plus perfectionnés. L'objectif révolutionnaire est de construire l'unique outil capable de réaliser les potentiels révolutionnaires des masses juives et arabes dans la région. L'ordre du jour est de construire le parti léniniste régional, condition préalable à une lutte victorieuse contre l'impérialisme, le sionisme et la réaction arabe.

C'est un chemin long et difficile. C'est le chemin que nous avons choisi et rien ne nous arrêtera. Malgré la chasse aux sorcières entreprise aujourd'hui contre toutes les organisations de gauche et en particulier contre le Matzpen et Siakh, malgré les hurlements de la « gauche établie » et face à la campagne de menaces et d'intimidations entreprise par les autorités dans les secteurs arabes contre tous ceux qui ne sont pas prêts d'être les serviteurs soumis au sionisme, nous intensifierons la lutte anti-sioniste, nos efforts pour la construction du parti prolétarien juif et arabe — l'outil indispensable pour mettre fin à la domination impérialiste et à ses valets locaux — pour la victoire de la révolution socialiste dans l'Orient arabe.



qu'est-ce que le matzpen ?

Matzpen vient de fêter son dixième anniversaire, dix années d'opposition totale au sionisme. A cette occasion, il a édité un numéro spécial dont nous reproduisons la couverture. En hébreu, Matzpen veut dire « boussole », et est le nom de l'Organisation Socialiste Israélienne. Depuis 1962, cette organisation, de débats en débats, a subi un processus de clarification qui l'a menée au marxisme révolutionnaire. Toutes les tendances de l'extrême gauche anti-sioniste israélienne sont issues de Matzpen.

L'OSI s'est créée à partir de la fusion de deux composantes originelles : des exclus du Parti Communiste Israélien (pro-sioniste) et des trotskystes palestiniens.

L'OSI a été tout au long de son histoire le point de mire de l'hystérie sioniste. De ce fait, les militants de l'OSI sont en Israël la seule force politique en rupture totale avec le sionisme ; ils militent totalement à contre courant et sont soumis à des pressions considérables d'un environnement hyper-nationaliste et chauvin, à tel point qu'ils doivent se prémunir contre des menées constantes d'individus qui veulent les faire disparaître par l'intimidation, les raids dans les logements des membres de l'organisation. Cette atmosphère n'est pas sans ressemblance avec celle de l'Allemagne nazie des années 30 : intolérance, chasse aux rouges, etc... Jusqu'en 1969, l'Organisation Socialiste Israélienne s'apparentait à un front de militants radicalement anti-sionistes. Aux lendemains de la guerre des 6 jours, le retrait des territoires occupés fut le mot d'ordre qui servit de tremplin à la dénonciation active et militante du sionisme. Ce front anti-sioniste développait des positions avancées au sujet des grandes questions internationales : à l'égard du maoïsme, de la crise du stalinisme, de la révolution cubaine, les positions développées ont toujours été proches ou semblables à celles de la Quatrième Internationale.

Comme pour l'ensemble des mouvements d'avant-garde dans le monde qui ne développaient pas une ligne politique complète et cohérente, la plupart étant essentiellement de composition étudiante, l'OSI-Matzpen a été projetée dans une situation politique nouvelle, du fait de la crise révolutionnaire de Mai 68 en France. Les conséquences de cette crise pour les mouvements d'avant-garde ont, en Israël comme ailleurs, été multiples : développer une stratégie pour la classe ouvrière et plus seulement s'en tenir au soutien de la révolution coloniale, construire des cadres organisationnels adéquats pour affronter le pouvoir bourgeois, définir une stratégie internationale de la lutte anti-capitaliste et anti-stalinienne. L'OSI dut faire face à

ces questions. Les deux années 70 et 71 ont été le théâtre de débats et de scissions qui traduisaient les réponses divergentes et irréconciliables aux problèmes posés objectivement par les développements de la révolution dans le monde.

En septembre 70, deux scissions se produisirent en même temps. L'une avec une nette orientation maoïste et Tiers-mondiste, emmena un nombre très réduit de militants, qui fondèrent l'Alliance Communiste Révolutionnaire, et qui ajoutaient à leur critique de l'organisation le fait qu'elle n'était qu'un regroupement et non une organisation léniniste. De ce groupe, l'ACR, partirent quelques militants, qui fondèrent l'organisation « Front Rouge ». C'est cette dernière qui fut la première visée dans l'affaire d'espionnage, dont les militants ont été torturés et croupissent actuellement derrière les barreaux. L'autre scission avait une signification totalement différente, bien qu'elle prônait aussi le principe d'une organisation centralisée de type léniniste. Liée à l'AJS en France, la scission dite lambertiste, rendue possible à la suite de l'« envoi » de France de cadres formés à l'école lambertiste, allait exprimer les tendances capitulardes à l'égard du sionisme. Cette organisation intitulée « Avant Garde Israël » rejetait au second plan la lutte pour le soutien aux Palestiniens et pour la défense de la révolution arabe face au sionisme. Elle développa la conception que l'État sioniste est un État capitaliste « normal » et que, de ce fait, c'est au sein de la classe ouvrière que l'essentiel du travail doit être fait.

Cette position revient naturellement à accepter les caux existants du sionisme et à accepter le fait accompli du sionisme. La conclusion toute logique de cette position est le rejet de Moshe Dayan et de Yasser Arafat sur un pied d'égalité, ce qui est une négation du caractère anti-impérialiste de la résistance palestinienne en la mettant sur un même plan que le nationalisme oppressif et pro-impérialiste de Dayan.

Une deuxième phase de débats s'est produite dans l'OSI, qui a abouti à une dernière scission en février 72. Celle-ci se produisit avant tout sur la question de l'organisation. Un débat assez semblable à celui qui traversait l'extrême gauche française après Mai 68 se déroulait au sein de Matzpen : léninisme ou gauchisme ? Les scissionnistes, aujourd'hui totalement désemparés face à la répression, défendaient des conceptions spontanéistes et anarchistes. Le groupe Matzpen (OSI-« marxiste ») est aujourd'hui homogène. Il se réclame de la théorie léniniste de l'organisation et de la 4ème Internationale.

de l'Algérie à Israël : de la suite dans les idées

Simple manœuvre l'invitation de Golda. Mitterrand ne serait-il qu'un tacticien électoral, n'inviterait-il Golda Meïr que du bout des lèvres ? Non. Ce n'est pas par caprice que Mitterrand bricole dans le silence feutré des réunions de l'Internationale Socialiste, vieille baudruche, blessée à mort en 1914, quand les principaux dirigeants rejoignirent le giron du social-impérialisme, du soutien à « son » impérialisme contre la fraternité internationale des travailleurs. L'invitation du chef d'un des principaux alliés des Etats Unis de par le monde, l'Etat d'Israël, dont 60 % du budget annuel sont consacrés aux dépenses militaires est logique et conséquente. Conséquente avec l'ensemble de l'itinéraire politique de Mitterrand. Il s'allie aujourd'hui au PCF parce qu'il a besoin de ses voix, mais il reste un anti-communiste convaincu, et surtout le social-impérialiste qu'il fut lors de la guerre d'Algérie. L'invitation de Golda Meïr, le soutien au sionisme qu'il signifie, s'inscrivent dans la lignée de la défense acharnée

de la domination française par les ministres « socialistes » durant la guerre d'Algérie. A part le transfuge Max Lejeune (qui ne s'est pas mis au goût du jour, c'est-à-dire du programme commun), tous les acteurs de l'époque sont toujours au PS; députés, dirigeants, notables. Mitterrand soi-même était Ministre de l'Intérieur quand commença, le 1er novembre 1954, la lutte de libération nationale algérienne. C'est cet individu qui déclarait :

« L'Algérie, c'est la France ; on ne peut admettre de négociations avec les ennemis de la patrie... qui se soulèvent dans les territoires français. Dans ce cas, la seule négociation c'est la guerre » (le 5 novembre 1954).

Ou bien : « Tous les moyens de la nation seront réunis pour que la force de la nation l'emporte, quelles que puissent être les difficultés et les cruautés de cette tâche. Partout où la force française se montrera, le désordre sera instantanément réprimé » (le 12 novembre 1954).

Bref, avec Golda, on sera entre frères et sœurs.

J. K.

le 20 janvier TOUS A L'AMBASSADE US

appel

Nixon a provoqué l'indignation et la colère en faisant raser par ses bombardements massifs Hanoï et Haïphong alors que, pour se faire élire, il s'était engagé à négocier réellement et à ramener la paix pour Noël 72 au plus tard.

Aujourd'hui, contraint par l'échec de ses raids de terreur à reprendre les négociations, il continue à bombarder le Vietnam, à user de procédés dilatoires sur le plan diplomatique pour ne pas signer les accords Le Duc Tho-Kissinger et rien n'indique que ces accords doivent être signés rapidement.

Les responsabilités personnelles de Nixon sont un fait d'évidence : c'est pourquoi le 20 janvier, jour de son investiture, prend une valeur symbolique toute particulière et c'est pourquoi le mouvement anti-guerre aux Etats-Unis appelle à manifester ce jour-là.

Il n'est pas possible pour nous non plus de laisser passer cette date sans exprimer publiquement notre indignation et notre exigence de voir cesser l'agression américaine en Indochine : d'autant plus que G Pompidou et son gouvernement ont argué de prétextes fallacieux et dérisoires pour garder un silence complice.

Nous reprenons à notre compte l'appel lancé par différentes organisations, à manifester face à l'ambassade américaine à Paris.

Nous nous adressons solennellement à tous les militants anti-impérialistes, à toutes les organisations politiques et syndicales, à toutes les associations humanitaires pour que tous y participent, pour faire de cette manifestation une riposte d'une ampleur significative de l'indignation populaire.

PREMIERE LISTE DE SIGNATURES

André AKOUN ; ANGELOPOULOS ; Monique ANTOINE-TIMSIT ; Françoise AUDOU ; Francis BAILLY ; Hélène BALFET ; Jean-Louis BARRAULT ; BATAILLE ; BAUER ; BAZAINE ; BAYLE ; Simone de BEAUVOIR ; Nicole BELLEMOND ; Loleh BELLON ; BERKOWSKA ; Sophie BILDERLING ; Roger BLIN ; Robert BONNAUD ; Jean-Louis BORY ; Georges BOUDAREL ; Nicole BOULFROY ; Claude BLANC ; Claude BOURDET ; Françoise BOURGEOIS ; Jean BOUVIER ; Monique BRANDILY ; Simone BRETON ; Dr. M. de BRUNHOFF ; André BRUYERE ; Andrée BULPORT ; Dr. Yvonne CAPDEVILLE ; Claudine CARLIN ; François CHATELET ; Pierre CHAVANCE ; Jean CHESNAUX ; Claude CHEVALLET ; Hélène CIXOUS ; Geneviève CLANDY ; Pierre CLASTRE ; COHEN ; Pia COLOMBO ; Dany COMBES ; Michel COMBES ; Georges CONDOMINAS ; Yves COPENS ; Benjamin CORIAT ; Béatrice COURCIER ; Françoise COUSIN ; Marie-Françoise COUSIN ; Dr. R. CUKIER KAHN ; Antoine CULIOLI ; Roger DADOUN ; Jean DASTE ; Marie-Hélène DASTE ; Jacques DEBOUZY ; Marianne DEBOUZY ; Gilles DELEUZE ; Ariane DELUZ ; Dr DENAIS ; J. T. DESANTI ; Dr DIATKINE ; Jacques DIXMIER ; DOMONT ; DORMOY ; Bernard DORT ; Catherine DESEIGNE ; Mikel DUFRENNE ; Annie DUPUY ; Dominique ELUARD ; Claire ETCHERELLI ; FARDOULIS ; Jean Pierre FAYE ; Marc FERRO ; Claude FERRY ; Marie-Paule FERRY ; FOLON ; FORTASSIER ; Brigitte FOSSEY ; Michel FOUCAULT ; Gérard FROMENGER ; GALARZE ; Robert GALLIMARD ; René GALLISSOT ; M.-Cl. GIRAUD ; Jean-Luc GODARD ; Roger GODEMENT ; Evelyne GUEDJ ; GUILLAUME ; André GREEN ; Pierre HALBWACHS ; Jean Edern HALLIER ; Claude HELFFER ; Mireille HELFFER ; Dr Bernard HERZBERG ; Eléonore HIRT ; Michel IZARD ; Wladimir JANKEKEVITCH ; Alain JAUBERT ; Marie-José JAUBERT ; Robert JAULIN ; Dr Marcel-François KAHN ; Bernard KOEHLIN ; Paulette KOEHLIN ; KUENTZ ; Dr Jean-Michel KRIVINE ; Jeanine KERONIAN ; Yves LACOSTE ; Pascal LAISNE ; Jack LANG ; D. LACOMBE ; LAPLAZ ; LAZARD-MICHEL ; Cathérine LANOUX ; Henri LECLERC ; LEDERER ; Victor LEDUC ; LETOURNEUR ; J.-M. LEVI-LEBLOND ; Michel LONSDALE ; LORTAT-JACOB ; J.-F. LYOTARD ; M. MAGAT ; Colette MAGNY ; Jacques MAITRE ; Charles

Le vendredi 5 janvier, Nixon a menacé : « Les raids de destruction au-delà du 20ème parallèle sont interrompus mais non arrêtés ». Cette petite phrase est un avertissement limpide pour tous ceux qui luttent contre la guerre, contre l'agression barbare de l'impérialisme, elle est un encouragement à la mobilisation du 20 janvier. Ne t'en déplaie, Richard-le-menteur ! Nixon a abattu ses cartes avec un cynisme sans précédent : ou les Vietnamiens capitulent, ou ils subiront à nouveau l'enfer des tapis de bombes sur Hanoï et Haïphong. A eux de choisir ! ou le génocide ou l'esclavage dit Nixon, l'ennemi numéro un des peuples. Bref aux Vietnamiens de marcher droit. Nixon ne manque pas d'impudence, il ajoute : nous allons savoir « si les Nord-Vietnamiens vont recommencer à faire traîner les choses ». Sur de telles bases, il est très possible qu'aucun progrès ne sera sensible aux négociations de Gif-sur-Yvette. Car les exigences de Nixon sont inacceptables pour les représentants de la RDVN. Nixon veut qu'ils reconnaissent l'existence de deux Vietnam comme de deux Corées ou de deux Allemagnes. Il exige donc un désaveu des accords de Genève qui affirmaient l'unité du Vietnam.

La conclusion est claire : tant que Nixon refusera l'accord d'octobre, les raids des B 52 se poursuivront. Tout militant anti-impérialiste doit l'avoir en mémoire. Cette absence totale d'illusions sur la volonté de paix de Nixon, la compréhension de ses qualités de maître-chanteur, doivent être le moteur décisif de la mobilisation internationale du 20 janvier.

Le 20 janvier, le Congrès américain investit officiellement Nixon et lui donne tous les pouvoirs qui reviennent à l'exécutif. La farce électorale américaine se montre dans tout son ridicule : Nixon n'a pas attendu d'avoir son investiture pour décider la reprise des bombardements sur la RDVN. Nixon n'a pas attendu son investiture pour remettre en cause le contenu des accords du 20 octobre entre Kissinger et Le Duc Tho. Par contre, l'investiture de Nixon, c'est la carte blanche donnée pour 4 ans au chef de file de l'ennemi numéro un des peuples, l'impérialisme US. Dans les institutions américaines, l'investiture du président est une simple formalité. Pour le mouvement anti-impérialiste international, ce ne sera pas une formalité : le 20 janvier devra être l'occasion d'une des plus importantes mobilisations jamais réalisées. A tout moment, les bombardements sur Hanoï et Haïphong peuvent reprendre. A tout moment, Nixon peut vire-volter de nouveau. Nous ne laisserons pas passer la date du 20 janvier sans montrer la réalité du mouvement contre la guerre : avec le FSI et 9 organisations d'extrême-gauche, nous appelons à manifester à l'ambassade des USA à Paris, à organiser des manifestations dans toute la France. Au même moment, le NPAC et d'autres organisations américaines appellent aussi à des mobilisations massives.

Par l'appel large de plus de deux cents personnalités, par le collage de 20 000 affiches et la distribution de 500 000 tracts, la manifestation de Paris devra prendre une très grande ampleur. Elle aura été précédée d'une journée nationale d'action, le 11 janvier, au cours de laquelle l'ensemble des militants anti-impérialistes auront organisé des prises de parole dans la rue, des distributions de tracts, des présentations de panneaux.

Manifester devant l'ambassade des USA est un objectif aventuriste à un mois des élections disent certains. Une entreprise irréaliste diront d'autres. Ces objections ne tiennent pas : se contenter de « délégations massives » à l'ambassade ne sert à rien. Appeler à de nouvelles manifestations, éloignées de la représentation officielle des USA à Paris, apparaît démobilisateur dans le contexte actuel. Il faut aujourd'hui donner au mouvement anti-impérialiste français des objectifs de mobilisation proportionnels aux crimes de Nixon.

La manifestation sera peut-être interdite par le gouvernement français au nom de la « neutralité » de la France. Que le Président de la République et son gouvernement préfèrent se taire, ne nous étonne pas. Mais qu'ils n'espèrent pas faire taire ceux qui veulent exprimer dans la rue leur indignation, leur méfiance et leur résolution. Quoi qu'il arrive, cette manifestation se tiendra. Et grâce à la mise en place de comités de préparation, elle aura de toute façon un caractère de masse.

Le 20 janvier ne sera pas en France comme dans le monde, une journée comme les autres : à l'appel du NPAC, de nombreuses manifestations doivent se dérouler dans d'autres pays. Aux silences complices de leurs gouvernements respectifs, des milliers de manifestants répondront par leur volonté de soutenir les combattants indochinois jusqu'à la victoire finale. C'est, avec la lutte militaire sur le terrain, le seul moyen de lier les mains au boucher Nixon.

MALAMOUD ; Liliane MANDATAL ; Sz. MANDELBJROJT ; MANESSIER ; J.-P. MATHIEU ; Nicole MATHIEU ; Jacqueline MATRAS-TROUBETZKOY ; Claude MAURIAC ; Claude MEILLASSOUX ; Monique MEILLASSOUX ; J. F. MELA ; Dr Alex MINKOWSKI ; Ariane MNOUCHKINE ; Jacques MONORY ; Anne-Marie MOUSSEIGNE ; Maurice NADEAU ; Jenri NADEL ; Paul NOIROT ; Jean-Claude PASSERON ; Georges PEREC ; Paulette PEREC ; Serge PERROT ; Ane PHILIPPE ; PYEVRE DE MANDIARGUES ; Evelyne PINTO ; Pierre PREVERT ; Anne-Marie PAGNOTAT ; PUPUNAT ; Christiane RAJEAU ; RAZANAJAO ; Madeleine REBERIOUX ; Madeleine RENAUD ; RONCATO ; Gilbert ROUGET ; Claude ROY ; Paul ROZEMBERG ; Simone ROZEMBERG ; Robert RUHLMANN ; P. SAMUEL ; Philippe SAGANT ; Jean-Paul SARTRE ; SAVY ; Dr Fanny SCHAPIRA ; Dr G. SCHAPIRA ; Marianne SCHAUB ; Daniel SCHIFF ; Laurent SCHWARTZ ; J. SCHWARTZ ; Ida SIMON-BAROUH ; Pierre SIMON ; La Troupe du Théâtre du Soleil ; Bernard TEYSSEDE ; Jacques TREINER ; Sylvaine TRINM ; François TRUFFAUT ; Lucette VALENSI ; Hélène VEDRINE ; Frank VENAÏLLE ; Marcel VENERONI ; VERCORS ; VERLET ; Pierre VIDAL-NAQUET ; Jean-Pierre VIGIER ; Dr Philippe VIGIER ;

Georges WEYSAND ; Michel WINOCK ; Annie ZAYDENWEBER ; Anne ZINC ; ZONNABEND ; Claude MOSSE ; Pierre SORLIN ; Jacques JUILLIARD ; J. M. DOMENACH ; J. CERF ; Marcel BERGER ; O. REVAULT D'ALLONES ; J. L. VERDIER ; Y. VERDIER ; Adrien DOUADY ; Alain CUNY ; J. CASSOU ; J. DUVIGNAUD ; Philippe SOLLERS ; Julia CHRISTEVA ; Gabriel GARRAN ; Guy RETORE ; Antoine VITEZ ; André-Louis PERINETTI ; René ALLIOT ; J. P. VINCENT ; Jean JOURDHEUIL ; Jacques NICHET ; Jean SCHMIDT ; Dolly SCHMIDT ; Jacqueline et Jean HELION ; Hélène PARMELIN ; E. PIGNON ; VASARELY ; Pierre THILLET ; Marie-Hélène TOUBEAU ; R. MANDROU ; Robert PANNEQUIN ; Jean PRONTEAU ; Dr GORIN ; Pere CARDONNEL.

Communiqué de 10 organisations

Paris, le 8 janvier 1973,

Le samedi 20 janvier, Nixon doit être officiellement investi par le Congrès américain. A partir de cette date, le plus grand criminel de guerre de tous les temps aura les mains libres pour quatre ans. Il aura les mains libres pour brûler, assassiner, violer au Vietnam et au-delà du Vietnam, imposer sa loi au monde entier. Il aura les mains libres pour continuer ses bombardements de terreur et de chantage.

Pour soutenir la résistance héroïque des combattants indochinois, les organisations soussignées, appellent pour le 20 janvier, journée internationale de mobilisation, à manifester à l'ambassade des USA à Paris. Ils appellent la population parisienne, les organisations qui soutiennent la lutte des peuples d'Indochine, à participer et à saluer de façon résolue l'investiture de Nixon. Celui-ci doit signer les accords du 20 octobre.

—Front Solidarité Indochine, Mouvement National de Soutien aux Peuples d'Indochine, Alliance Marxiste Révolutionnaire, Cause du Peuple, Centres d'Initiative Communiste, Ligne Rouge, Ligue Communiste, Organisation Révolutionnaire Anarchiste, Parti Socialiste Unifié, Révolution !



La riposte au Pavillon International.

cité universitaire

Dans la nuit du dimanche 7 au lundi 8 janvier, la Cité Universitaire Internationale de Paris a été le lieu d'un assassinat politique d'une extrême gravité. Le camarade du FUNK Suk Kim Huot étudiant à la Faculté de Sciences a été froidement abattu par les nervis fantoches à la solde du directeur de la Maison du Cambodge, Essaro, frère du sinistre Sirik Matak. Au cours de cette agression, sept autres camarades du FUNK ont été blessés, dont deux grievement. Ce meurtre est l'aboutissement d'une situation que l'administration française de la Cité et son délégué général Marthelot, ont ouvertement tolérée depuis plus de deux ans, malgré les protestations répétées des résidents progressistes de la Cité. Le gouvernement français prompt à réprimer, par l'intermédiaire de son Administration et de ses flics, tout mouvement opposé à sa politique internationale, n'a rien fait dans ce cas précis pour empêcher que la situation en arrive là : il doit être tenu pour pleinement responsable de cet assassinat.

La Cité Internationale n'a rien du parc fleuri et calme, du lieu d'études privilégié que l'Administration cherche à accréditer aux yeux de l'opinion française et internationale. Elle sert en fait les intérêts du néo-colonialisme français et à ce titre, la répression systématique qui y règne est à l'image de la politique de connivence et de complicité du gouvernement avec les plus réactionnaires. Depuis 68, elle a connu la normalisation des Maisons du Maroc, du Liban, du Brésil, de l'Iran, la fermeture illimitée de la Maison d'Espagne et encore récemment de la Maison d'Afrique. Dans tous les cas, les flics français, en collaboration directe avec les ambassades, ont cherché à briser par la violence les mouvements anti-impérialistes et à rétablir l'ordre policier bien connu de l'impérialisme aux abois, n'hésitant pas à installer des directions fantoches soutenues par des bandes armées.

  la Maison du Cambodge, l'Administration et à travers elle le gouvernement invoquant sa politique prétendument neutraliste, ont permis à Essaro d'entretenir une bande de nervis et de transformer le pavillon en citadelle armée. Le 18 mars 1971, ces nervis avaient déjà ouvert le

activités du FSI

Massives dans leur déroulement, les manifestations du 20 janvier doivent être massives dans leur préparation. Collages d'affiches, distribution de tracts, actions spectaculaires, autant d'étapes dans la préparation des manifestations internationales du 20. Les nombreuses actions du FSI cette semaine en sont autant d'exemples. Chaque manifestant doit en convaincre d'autres, participer au collage des 20 000 affiches et à la distribution des 500 000 tracts  dit s. Chaque futur manifestant doit d'ores et déjà s'organiser : pour le travail de préparation, mais aussi pour que les engagements pris soient tenus. Les manifestations peuvent être interdites. Pour qu'elles se déroulent malgré les flics de Marcellin, il faudra que la majorité des manifestants soit préalablement organisée en groupes.

Sur les quartiers, les entreprises, les lycées, les facultés, les foyers de jeunes travailleurs, organisez-vous en comités de préparation. Le succès de la manifestation, la possibilité de la tenir, dépendent de tous ceux, militants et non-militants, qui sont prêts à la préparer dès maintenant.

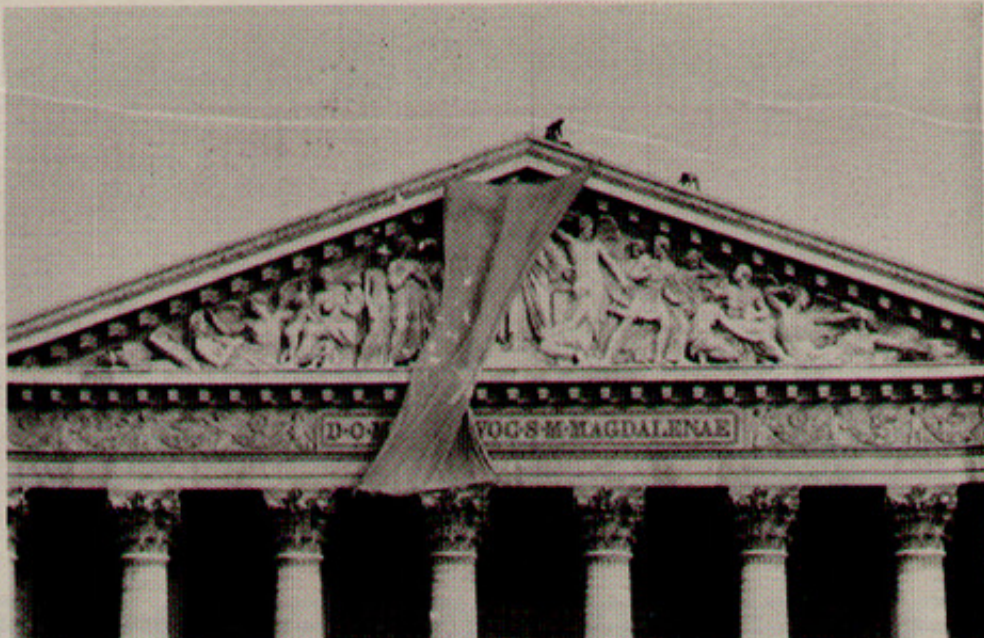
feu sur une manifestation anti-fantoches, faisant 6 blessés, de nombreuses agressions individuelles furent également commises à l'arme blanche, sabre, couteau, projectiles divers, contre des résidents kmers, français, libanais, grecs, espagnols. Jamais l'administration et les flics n'intervinrent pour empêcher ces actes et pour entraver la terreur qui faisait loi dans la Maison du Cambodge contre les camarades du FUNK.

Les  v nements de dimanche soir en sont un tragique exemple : Essaro ayant empêché un camarade du FUNK de regagner sa chambre, les résidents patriotes tentèrent de réinstaller leur camarade dans sa chambre, dont il est titulaire. Les nervis tentèrent alors d'empêcher cette réinstallation par la force ; Essaro fit alors appel à la police, qui embarqua sur le champ 27 résidents patriotes, sans inquiéter aucun des fantoches. Les chambres de ces camarades furent alors saccagées et c'est au moment où ils regagnaient la Cité, après avoir demandé en vain une protection, qu'ils furent attaqués par les hommes de main d'Essaro. Suk Kim Huot fut alors abattu, à bout portant, et ses camarades blessés. Durant toute cette nuit, la police française a une fois de plus montré de quel côté elle se place.

Dès lundi, la riposte s'organise à la Cité : bombages, tracts, affiches dénoncent l'assassinat. Lundi soir, un premier meeting unitaire réunit plus de 1 000 résidents. Une manifestation immédiate fut décidée ; le PCF, traînant derrière lui ses différents « sigles de masse », refuse de s'y associer, proposant

seulement des délégations ; en effet, «   deux mois des élections, cet assassinat et ces provocations ne servent-ils pas ceux qui voudraient créer un climat de trouble ? ». Il faut croire qu'ils ne furent pas entendus, car le soir même, 1 000 résidents défilaient dans la Cité et sur le Boulevard Jourdan, aux cris de : « Essaro assassin, Marthelot-Pompidou complices », « Essaro expulsion, Marthelot démission », « La maison du Cambodge au FUNK ».

La riposte prévue   la Cité-U, le mercredi, n'a pas permis de franchir un nouveau pas dans la mobilisation. Répétitive sur la Cité, trop rapidement préparée à l'extérieur, elle n'a qu r group  plus de monde que lundi. De plus, le rassemblement fut retardé par la politique irresponsable de l'UNEF-AJS, refusant les mots d'ordre de restitution du pavillon du Cambodge au FUNK et de reconnaissance du GRUNK ! La manifestation qui sortit après le meeting fut rapidement bloquée par la police et dut être dispersée. Néanmoins, cette mobilisation aura permis d'affirmer la volonté de continuer l'action jusqu'à l'obtention des objectifs définis le lundi. Nous ne nous contenterons pas d'une riposte ponctuelle et sans lendemain. Les actions prévues du 11 au 20, en solidarité avec l'Indochine, faciliteront l'élargissement du mouvement. L'aide aux camarades du FUNK emprisonnés et inculpés comme à ceux qui se retrouvent sans logement continue. Les assassins de Suk Kim Huot seront ch ti s. Les fantoches seront chassés.



Paris, 11 janvier : Quelques militants du FSI ont décoré l' glise de la Madeleine, aux alentours de midi, d'un énorme drapeau de la République du Nord Vietnam, de 30 m de long et de 6 m de large. Plusieurs centaines de tracts ont été lancés. Cela se passait à une centaine de mètres de l'ambassade américaine !



Paris, 10 janvier : Les militants lycéens des comités FSI du Quartier Latin sont venus troubler la quiétude du Centre Culturel américain, près de la place Saint Germain des Pr s. Affiches, slogans, mots d'ordre en anglais ont décoré la facade.

Bordeaux, 8 janvier : Alors que la presse réactionnaire locale (« Sud Ouest », 500 000 exemplaires) se déclarait contre les militants anti-impérialistes qui avaient attaqué, le 3 janvier, le consulat américain, une campagne intensive du FSI se poursuivait. 1 600 affiches appelèrent à une manifestation le 5 janvier. Lutte Ouvrière et les différents groupes maoistes s'y rallièrent. 500 personnes descendirent dans la rue, la police protégeait le consulat et matraqua les manifestants.

Grenoble, 6 janvier :   l'appel du FSI, de la LC, de l'ORA et de la CDP (le PSU était pris par les élections...), 500 personnes ont rejoint une manifestation inhabituelle : par deux fois, elle se transforma en meeting, à 15 h puis à 17 h.

Lille, 10 janvier : La semaine d'action du FSI, qui doit être couronnée par un meeting (6 heures pour l'Indochine, le mercredi 17), s'est ouverte par une intervention sur la Grand' Place de Lille, durant une heure. Une banderole fut accrochée à un immeuble de la place. Sommations du commissaire, charge des flics contre les militants. Et enfin, apparition d'Ordre Nouveau aux côtés de la police. Deux des nervis sortirent d'ailleurs d'une 404 de police pour tenter d'arracher la banderole. Les flics vinrent, coude à coude, à leur rescousse.

Marseille, 5 et 7 janvier : Depuis le 4 janvier, l'USS IWO JIMA, porte-hélicoptère de Nixon, fait escale dans le port de Marseille. Les marins US avaient reçu l'ordre de ne descendre à terre qu'en civil. Souvenir de Cherbourg et de Cannes ? Le 5 janvier, lors d'une représentation musicale donnée par un orchestre de marins sous l'égide du consulat US, le FSI était présent. L'attaché culturel US reçut un pot de peinture rouge sur la tête, symbole du sang des

populations de Hanoi et Haiphong. Drapeaux du FNL, du FUNK, du Pathet Lao brandis, les militants distribu rent un tract bilingue. Un camarade expliqua en anglais les raisons de cette action. Le 7 janvier, avait lieu la visite du navire. Une centaine de militants sont parmi les visiteurs ; à peine arrivés sur le pont, ils brandissent une banderole « Nixon war criminal ». Les marins, décontractés laissent faire. Des tracts sont glissés dans leurs poches. Enfin, le 10 janvier, le FSI marseillais appelle à une manifestation qui se dirigera vers le navire US.

De telles actions doivent se multiplier. Interdisons de séjourner les navires de guerre US dans les ports du monde !

Montpellier, 5 janvier : Le FSI appela à une manifestation pour le premier jour de la rentrée scolaire. Sans pour autant coller une affiche ou distribuer un tract, le PCF annonça une seconde manifestation pour le lendemain. Soucieux de la plus grande unité, le FSI, la LC, le PSU et le MDPL appelèrent à la manifestation du PC. Silencieux, le cort ge du PC devait rassembler 500 personnes ; celui du FSI, très militant, 400. La veille au soir, 200 militants avaient assisté à un meeting du FSI où prit la parole un représentant de l'Association des Vietnamiens en France.

Rouen, 10 janvier : 1 000 personnes dans la rue   l'appel des CIC, de la Ligue Communiste, de la Ligue des Droits de l'Homme, du MDPL, de LO, du PSU, de Révolution, du FSI. Des étudiants américains prirent la parole contre la guerre.

Strasbourg, 6 janvier : Manifestation extrêmement militante contre les bombardements, qui regroupa une centaine de personnes.   tous les carrefours, eurent lieu des prises de parole.

non assistance à peuple en danger de mort!

« Ils sont aussi coupables ceux qui, à l'heure de la décision, ont hésité à faire du Vietnam une partie inviolable du territoire socialiste ; ils auraient effectivement couru les risques d'une guerre à l'échelle mondiale, mais ils auraient obligé les impérialistes américains à se décider ».

Ce cri d'alarme lancé par Ernesto Che Guevara, celui dont la vie est pour tous les révolutionnaires un exemple et un appel au combat à mort contre l'impérialisme, reste mot pour mot actuel.

Alors que l'ennemi numéro un des peuples n'hésite pas à déverser 40 000 tonnes en l'espace de 10 jours sur la terre vietnamienne, n'hésite pas à menacer encore, à brandir la perspective de nouveaux tapis de bombes, l'isolement des révolutionnaires vietnamiens, le soutien du bout des lèvres des États ouvriers, pèsent lourdement. Les deux articles qui suivent, l'un sur les fusées, l'autre sur les avions, le prouvent : matricules, numéro de code et chiffres en main, l'URSS pourrait faire du Vietnam une « partie inviolable du territoire socialiste », ses avions, ses fusées sont supérieurs. Mais il n'en est rien. Armés de leur détermination, de leur courage, de leur foi en la victoire, les révolutionnaires vietnamiens résistent avant tout en comptant sur eux-mêmes. Et la barbarie impérialiste peut se déchaîner à plaisir, massacrer, assassiner. La responsabilité de l'URSS comme de la Chine est grande, très grande. Un jour, les peuples en marche sauront en demander compte aux bureaucrates qui par leurs silences encouragent l'agression impérialiste en Indochine.

J. K.



Gamma

« ET PUIS IL Y A LES FUSEES, LES MERVEIL-
LEUSES FUSEES SOVIETIQUES... »

René Andrieu dans « L'Humanité »

81 avions abattus, dont 34 B 52 et plusieurs F 111, par la DCA nord-vietnamienne lors de la dernière escalade. Ces pertes importantes pour l'impérialisme américain ont amené certains à se demander si, par hasard, l'URSS n'avait pas fourni un matériel « moderne » à la RDVN. Non ! Et René Andrieu est un fieffé menteur, par omission. Rien ne sert de dire qu'il y a des fusées soviétiques au Vietnam, encore faut-il préciser lesquelles. En fait, il n'y a aucun matériel nouveau ; les pertes élevées de l'aviation US tiennent à une tactique nouvelle qui est le fait de la DCA vietnamienne et d'elle seule. Qu'on en juge :

* Sur le canal de Suez la concentration de fusées SAM 3 est énorme. Autour de Hanoï elle est rare, voire nulle. Dès 1969, quelques SAM 3 auraient été repérées au Laos. Il est possible qu'il y en ait quelques unes autour de Hanoï. Ainsi l'URSS arme mieux le régime de Sadate que les révolutionnaires vietna-

L'URSS EST BIEN GARDEE, QUANT AU
VIETNAM...

Au Vietnam, le Pentagone admet lors de la dernière offensive 2 % de pertes. En privé, un peu plus. Or ces mêmes spécialistes militaires américains prévoient qu'en cas de guerre nucléaire contre l'URSS, une attaque par « saturation » (c'est-à-dire tout le Strategic Air Command, dont les B 58 supersoniques, et tout le Tactical Air Command) contre « la patrie du socialisme » aboutirait à... 98 % de pertes !

miens ! Par ailleurs, le SAM 3 n'est efficace qu'à basse altitude. Ce n'est pas un intercepteur de B 52 ni de F 111 !

* Il y a des SA 4 autour de Hanoï. Mais ce type de fusées n'est pas le SAM 4. Le SAM 2-(SA 4) est une version à radar différent - très peu - du SAM 2-(SA 2). Le SAM 4 porte le nom de code de

Goa. C'est un tout autre engin, tout autrement puissant et redoutable.

* Ainsi, la défense de Hanoï repose avant tout sur les SAM 2. Ce missile est périmé. Il est dépassé par la course aux armements. Pour résoudre cet inconvénient, les vietnamiens ont élaboré une tactique de tir « par salves » ou « bouquets ». Paris-Match rapporte le chiffre peu croyable de 100 SAM 2 tirées en une seule fois. Ce qui est certain : les trois premiers jours des bombardements sur Hanoï, 550 SAM 2 ont été tirées.

Faisons le total. Le Pentagone déclare que plus de 1 050 fusées ont été tirées du 18 au 26 décembre et du 28 décembre au 1er janvier contre l'US Air Force. De l'autre côté il affiche 273 missions de B 52 et 1 600 missions de chasseurs bombardiers. Ces chiffres sont largement en dessous de la réalité. Mais acceptons les : une mission de B 52 compte au minimum 3 avions, une mission de chasseurs bombardiers peut mettre en jeu les effectifs de 3 porte-avions, soit plus de 200 appareils. Il n'y a que 81 avions abattus face à 1 873 missions et 1 050 fusées tirées. Ces chiffres parlent tous seuls : les révolutionnaires vietnamiens n'ont pas l'armement nécessaire. Ils attendent toujours des SAM 3 en quantité massive, comme pour l'Egypte, et surtout des missiles Ganef, Guild, Griffon. Ce qui a été accordé à l'Egypte doit l'être au Vietnam. Dans l'Est Républicain du 21 janvier 1972, une déclaration orale d'une personnalité du Nord est reprise : « Imaginez que nous ayons à lutter avec le matériel dont dispose les Egyptiens... ».

G. CHAOUAT

CE QUE L'URSS LAISSE FAIRE

On a beaucoup parlé de Hanoï et Haiphong. Parce qu'il s'agit des principales villes. Parce que c'était un nouveau pas dans l'escalade. Rappelons seulement que durant 9 mois en 1972 plus de 400 000 tonnes de bombes, au cours de 54 000 missions tactiques et 1 500 raids de B 52, ont été déversées sur la R.D.V. Que l'« Humanité » ne vienne pas parler de la merveilleuse défense fournie à la RDV par l'URSS. Un peu de pudeur !

ET LES AVIONS ?

Certains journaux viennent d'annoncer la mise en service de l'avion soviétique Mig 25. En fait, il s'agit d'un changement de dénomination. Le Mig 25 est le Foxbat, ancien Mig 23. Voici ce que dit Le Monde du Foxbat, nouveau Mig 25 :

« C'est cet appareil déjà connu pour son extrême rapidité (plus de deux fois et demi la vitesse du son) et pour les hautes altitudes qu'il peut atteindre. Il a eu l'occasion de démontrer ses performances lors d'une traversée surprise du territoire israélien. Elles en font à l'heure actuelle sans concurrent étranger, si ce n'est peut-être l'avion de reconnaissance SR 71. Les intrusions (il y en a donc eu plusieurs) du Mig 25 en territoire israélien ont montré que les meilleurs avions en service, tels les Phantom, sont incapables de l'intercepter ».

Les pilotes de Mig 21 J Fishbed du Nord-Vietnam, ceux qui se font descendre facilement par les F 4, apprécieront ! Ainsi, le Foxbat est utilisé pour la défense de l'Egypte des successeurs de Nasser, ils ont été régulièrement suivis par les radars US, mais ils n'ont jamais été signalés au Vietnam. Nous confirmons ce que nous écrivions en le réclamant dès 1968 pour le Vietnam, dans « Avant-garde Jeunesse » journal de la JCR, puis dans « Rouge » cet été.

G. C.



Je désire prendre contact avec
la Ligue Communiste

NOM.....

ADRESSE.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

rouge

10, imp. Guéméné - Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82
CCP 25 043 88 - paris

Directeur de la publication
Henri Weber

Secrétariat de rédaction
Philippe Beauchamp, Daniel
Bensaid, Alain Clément, Ber-
trand l'heulgouach, Joseph
Krasny, Alain Krivine, Michel
Lenoir, Philippe Sabathé,
Christiane Tillier.

Les articles signés n'engagent
pas nécessairement le point
de vue de l'organisation.

tarif des abonnements

	pour la france		l'étranger	
	sous pli	ouvert	ouvert	terme
un an	90	150	110	180
six mois	45	75	55	90

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement
accompagnées de leur règlement im-
médiate sont prises en considération.
Pour tout changement d'adresse, join-
dre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression : SAIE Moriamé
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

soutenez Rouge, abonnez-vous !

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....